

REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

100 milliards de plus pour les patrons !



La Voix du Nord

- À quoi sert le "dialogue social" ? p. 2**
- La Convention citoyenne sur le climat p. 7**
- Macron cède aux policiers et vire Castaner p. 10**
- Trotsky (1879–1940) p. 12**
- Maurice Rajsfus (1928-2020) p. 13**
- Le plan de relance de l'Union européenne p. 15**
- Biélorussie : comment l'emporter ? p. 20**
- États-Unis : mouvement contre la police et présidentielle p. 21**
- Irlande : le gouvernement Fianna Fáil-Fine Gael p. 25**
- Livre : Piketty, *Capital et idéologie* p. 26**
- Déclaration commune des communistes internationalistes
de France et de Turquie contre la menace de guerre p. 28**

À quoi sert le « dialogue social » ?

L'État, jusqu'en mars dernier, n'avait pas assez d'argent. Le gouvernement était obligé, disait-il, de restreindre les retraites, les dépenses de santé et d'éducation... mais pas celles des armées, de la police nationale, du système pénitentiaire. Pourtant, avec le retour de la crise capitaliste mondiale, accélérée et amplifiée par l'épidémie, il dépense sans compter, surtout pour ses capitalistes.

Les mesures d'urgence : 460 milliards pour les patrons

460 milliards d'euros, si l'on intègre l'ensemble des prêts garantis, essentiellement pour venir en aide, directement et indirectement, au capitalisme français, voilà ce que le gouvernement avait déjà mobilisé depuis le mois de mars (avec l'appui des députés PS, LFI et PCF) dans les divers dispositifs, subventions, prêts et garanties.

Mais à la fin du deuxième trimestre 2020, les chiffres sont tombés. Ils sont accablants : une baisse de 13,8 % du PIB après une diminution de 5,9 % au premier trimestre, une nouvelle dégradation du commerce extérieur dans un contexte général de fort ralentissement des échanges avec une chute des exportations de biens de 25,2 % que ne compense pas la baisse des importations de 17,3 %.

715 000 emplois ont été détruits dans le secteur privé, le nombre de chômeurs a augmenté de 612 000, les licenciements dans le cadre des bien mal nommés « plans de

sauvegarde de l'emploi » ont atteint 50 000. Les travailleurs mis au chômage partiel ont évidemment perdu au moins 16 % de leur salaire. De nombreux jeunes, notamment des étudiants dont la situation déjà précaire les oblige à travailler en plus de leurs études, se sont vus brutalement plongés dans la misère faute de restaurant universitaire et de petit boulot.

Entre les mesures d'urgence et le plan de relance, le Président a remplacé le premier ministre (le nouveau, Jean Castex, sort aussi de l'ENA et de LR) mais n'a pas modifié son objectif.

Ce n'est pas changer de cap, de destination finale, c'est changer de chemin pour y arriver, c'est changer de chemin, c'est associer davantage, c'est passer davantage par le dialogue social. (Macron, Entrevue à TF1 et France 2, 14 juillet)

À « l'Université » du Medef, son président l'a bien volontiers reconnu.

Le gouvernement a fait le job... depuis trois ans, une politique favorable à l'emploi et à l'investissement a été menée avec succès... (Roux de Bézieux, 26 aout)

Mais il a aussitôt rappelé à Castex, venu témoigner aux patrons de l'entier dévouement de son gouvernement, que l'effort devait être poursuivi.

Maintenir ce cap est indispensable... La priorité va donc au soutien assumé à l'offre et à l'investissement productif. (idem, 26 aout)

À quelques jours de la présentation de son plan de relance, le premier ministre ne pouvait faire moins que d'assurer le Medef de sa bonne volonté.

L'activité partielle demeurera ouverte dans ses conditions actuelles au moins jusqu'au premier novembre et, au-delà, pendant deux ans pour toutes les entreprises couvertes par un accord sur l'activité partielle longue durée. (Castex, 26 aout)

En clair, les salaires dus au titre du chômage partiel continueront à être payés avec l'argent public, jusqu'à deux ans pour des entreprises comme Airbus.

La « concertation » ou comment faire prendre des vessies pour des lanternes

La concertation avec les directions syndicales, la recherche de l'union nationale avec tous les partis autour de la défense de la souveraineté nationale, qui n'est que la défense du capitalisme français en ces temps difficiles, sont indispensables au nouveau gouvernement. Dès le 19 juillet, Castex a réuni une première « conférence du dialogue social » avec toutes les organisations syndicales et patronales. Il leur a proposé de les associer à une quinzaine de « chantiers ». Castex n'a eu

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valji

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, espéranto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupermarxiste.info

Site de PD / Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

aucun mal à s'attirer les bonnes grâces des chefs syndicaux en différant l'application de la réforme de l'assurance-chômage initialement prévue au 1^{er} septembre et en annonçant la reprise de la concertation sur la réforme des retraites. Toutes les confédérations ont aussitôt répondu favorablement.

Sur la forme, la CGT note un changement de méthode et une meilleure considération des organisations syndicales comme actrices incontournables... Sur la méthode de travail présentée, la CGT prend acte avec satisfaction des engagements du premier ministre concernant les projets de réformes de l'assurance chômage et des retraites... C'est bien la démonstration que seul le dialogue social conjugué à un rapport de force permet des avancées pour le monde du travail. (CGT, 19 juillet)

En réalité, le prétendu succès du « dialogue social » (l'acceptation par toutes les centrales de négocier les attaques antisociales), complété pour certaines par des « journées d'action », est une foutaise.

Les plans contre les retraites et les droits des chômeurs, honnis par les travailleurs, ne sont nullement abandonnés. Toutes les mesures contre les chômeurs s'appliqueront au 1^{er} janvier 2021, car « *c'est une bonne réforme et nous la maintiendrons* » (Castex, 17 juillet).

Quant à la loi contre les retraites, le premier ministre avait assuré qu'elle n'était que suspendue.

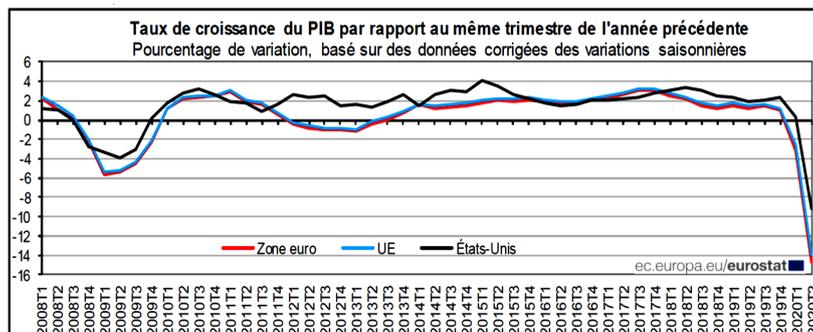
Refuser de parler des retraites lorsque l'équilibre des comptes, et donc la sauvegarde du système actuel se trouve compromise, serait irresponsable... Je vais rouvrir le dialogue, toutes les organisations syndicales viendront discuter avec moi et nous nous mettrons d'accord sur une méthode et un calendrier. (Castex, 8 juillet)

D'autant que le report, voire l'exonération des cotisations patronales a précipité le déficit du régime qui devrait atteindre, d'après les estimations du COR, les 30 milliards en fin d'année au lieu des 4 milliards attendus. La reprise de la concertation avec les directions syndicales se déroulera en deux temps : pendant le dernier trimestre 2020 sur les questions dites « paramétriques » pour résorber le déficit (déjà la CFDT annonce qu'elle ne serait pas opposée à une hausse des cotisations) et en 2021 sur le cœur de la réforme, la mise place de la retraite à points.

Le « plan de relance » : 100 milliards de plus aux patrons

Le 3 septembre, Castex défendait son plan intitulé « *France relance* » de 100 milliards d'euros sur 2 ans. Derrière les artifices de présentation, une évidence s'impose : tout pour les patrons, ou presque !

La « *compétitivité et l'innovation des entreprises* » se voit doter de 35 milliards, le « *verdissement de l'écono-*



La crise est plus grave que la précédente / graphique Eurostat, 8 septembre

mie » de 30 milliards et la « *cohésion sociale et territoriale* » de 35 milliards. L'aide directe aux capitalistes prend par exemple la forme de la baisse de 20 milliards d'impôts de production. Les mesures destinées à la « transition écologique », bien loin des préoccupations environnementales affichées, sont en réalité pour une bonne part des aides directes ou indirectes aux capitalistes travaillant dans ce secteur. On trouve dans les mesures dites de cohésion sociale la poursuite du financement public du chômage partiel, les primes à l'embauche des jeunes apprentis, la prise en charge de la reconversion des salariés, etc. autant d'aides directes aux capitalistes.

Dans la ligne du discours de Macron du 31 mars appelant à « *rebâtir notre souveraineté nationale* », ce plan de relance finance la recherche et développement pour le compte des industriels dans des secteurs jugés cruciaux par l'État français pour ne pas perdre pied sur le marché mondial, comme les moteurs à hydrogène, mais aussi les filières des industries automobiles ou l'aéronautique, par exemple, pour lesquelles le plan prévoit 2,6 milliards d'euros. Le financement de ce plan devrait être assuré pour 40 milliards par les subventions européennes issues de l'emprunt commun de 750 milliards d'euros adopté le 21 juillet. Les 60 milliards restants viendront grossir la dette publique.

Le gouvernement prétend que ce plan créera 160 000 emplois en 2021. Pour l'heure, des centaines de milliers d'emplois sont menacés de disparition. En effet, les aides massives aux entreprises ont évité jusqu'à présent la faillite pure et simple pour beaucoup d'entre elles, notamment des PME et TPE. Paradoxalement, le nombre de faillites au premier semestre 2020 n'a été que de 17 000 contre plus de 25 000 au premier semestre 2019. Les aides vont certes se poursuivre, voire s'intensifier avec le nouveau plan, mais toutes ne vont pas en bénéficier.

La reprise est là mais elle est insuffisante pour que les entreprises retrouvent une meilleure santé d'ici la fin de l'année. Le mur de la dette n'est pas infranchissable pour beaucoup, mais il risque d'arriver trop tôt... entre juin 2020 et juin 2021, il est probable qu'il y aura bien plus que 60 000 défaillances, l'économie réelle et les procédures collectives étant toujours sur un autre temps que celui des indica-

teurs macroéconomiques. Elles ont toujours un temps de retard sur la crise. (Les Échos, 9 juillet)

De plus, de nombreux secteurs n'ont pas retrouvé leur niveau d'activité d'avant la pandémie, malgré la reprise constatée depuis juin, ou restent quasiment à l'arrêt comme l'aéronautique où des plans sociaux sont annoncés, par exemple une vingtaine au début septembre pour Toulouse ou sa région. Certains capitalistes, comme la famille Mulliez (Auchan, Decathlon, Kiabi, Boulanger...) pour Alinea, utilisent l'ordonnance gouvernementale du 20 mai qui autorise, jusqu'à fin 2020, des dirigeants d'entreprise ayant déposé le bilan à se présenter comme acquéreurs, ce qui leur permet de se débarrasser des dettes et d'une partie des salariés.

Les directions syndicales pour un bon plan de relance

La CGT, la FSU, Solidaires, et les organisations de jeunesse UNEF, FIDL, UNL et MNL décrètent « *une première journée d'action, selon des modalités à définir...* », le 17 septembre, pour « *la lutte contre la précarité et la pauvreté, hausse des salaires, développement des services publics, abandon définitif de la réforme des retraites* ». Le même rituel pour interdire toute mobilisation réelle se met encore une fois en place.

Comme d'habitude, ce dispositif des bureaucrates syndicaux a le soutien du PCF, de LFI, de LO, du NPA...

C'est le moment pour les travailleurEs et la jeunesse de reprendre l'initiative et de se faire entendre. Cela pourrait commencer dans la rue, que ce soit ce samedi 12 septembre à l'appel des Gilets jaunes ou le jeudi 17 septembre à l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle. (NPA, 3 septembre)

Se joindre aux débrayages, grèves, rassemblements et manifestations qui auront lieu le 17 septembre, c'est une occasion de faire entendre les exigences des travailleurs. (LO, 9 septembre)

9 juillet, les « partenaires sociaux » convoqués par Castex / photo Anne-Christine Poujolat



Sous le chantage patronal aux licenciements, de nombreux responsables syndicaux signent des accords de performance collective autorisés depuis l'ordonnance de 2017 (*Code du travail*, L. 2254-2).

La direction de la FSU affirme que la crise sociale « *donne au mouvement social une grande responsabilité : celle d'imposer des solutions progressistes de sortie de crise, notamment en remettant les questions de salaires et d'emploi au coeur des politiques publiques* » (*Pour*, septembre). C'est l'antienne de tous les bureaucrates syndicaux, articulé sur un axiome aussi faux qu'il paraît simple : il suffit d'augmenter les salaires et d'embaucher pour que la consommation s'accroisse et ainsi que la production redécolle.

Sont-ils benêts, tous ces capitalistes qui n'ont toujours pas compris qu'en faisant le bien des ouvriers, ils amélioreraient ainsi leurs propres affaires ! C'est le mythe mis à toutes les sauces de Ford augmentant ses ouvriers pour qu'ils achètent ses voitures ! Contrairement à ce que pensent les réformistes de tous poils adorateurs du juste partage des richesses, l'économie capitaliste n'est pas fondée sur l'harmonie entre les classes, mais sur l'exploitation, l'extorsion de la survaleur (plus-value) et le taux de profit. Si le taux de profit continue à baisser, si la survaleur extorquée est insuffisante au regard du capital disponible, il n'y aura pas les conditions d'une reprise économique solide et durable.

Augmenter les salaires, maintenir tous les emplois sont autant de facteurs de baisse du taux de profit pour les capitalistes. Au contraire, se faire payer par les fonds publics les investissements en équipements, la recherche et développement, une partie des salaires, diminuer les cotisations patronales et les impôts qu'acquittent les employeurs, augmenter le temps de travail sans augmentation de salaire comme le réclame à nouveau le Medef, voilà qui contribue à restaurer le taux de profit.

Dire que « *il faut de l'argent, mais cet argent doit être conditionné à l'emploi, aux conditions de travail, à la relance des salaires* » (Martinez, secrétaire général de la CGT, 3 septembre) ou bien que « *les entreprises qu'on aide rendent des comptes* » (Berger, secrétaire général de la CFDT, 4 septembre) ne sert en réalité qu'à ne pas combattre pour le retrait de ce plan conçu pour les capitalistes français.

LFI et le PCF pour le retour à De Gaulle

Avec les chefs politiques qui dirigent actuellement le mouvement ouvrier, Macron peut dormir tranquille. Le PS, le PCF ou LFI ont pour horizon les prochaines élections, départementales et régionales en 2021 et surtout présidentielle de 2022, pour lesquelles les grandes et petites manoeuvres ont commencé, dont les détails im-

portent peu du fait que l'axe du positionnement des uns et des autres est une resucée de l'Union de la gauche. Par conséquent, les occasions pour l'ancien ministre de Jospin de côtoyer la politique de Macron, l'ancien ministre de Hollande, ne manquent pas.

Macron parle de créer un « haut-commissaire à la planification ». Ce serait une belle avancée pour la France... Pendant la crise sanitaire, notre pays a été humilié : nous avons dépendu des Chinois pour de simples masques en tissu, des tests et des molécules basiques de la pharmacie... Sans la planification, la France entrera en sous-développement. Le plan, la souveraineté permettent la relocalisation de nos activités. Ce sont trois talismans qui brillent en même temps. (Mélénchon, JDD, 12 juillet)

Bayrou, haut-commissaire au plan nommé par Macron, n'a plus qu'à embaucher Mélénchon ! Ce genre de plan capitaliste, dit « indicatif », n'est pas un plan qui permet à la société de contrôler la production, ce qui réclame l'expropriation préalable du capital.

D'ailleurs, le premier plan français fut celui du maréchal Pétain en 1941. LFI préfère l'oublier et vanter celui mis en place en 1945 par le général De Gaulle et ses ministres PCF et PS pour redémarrer le capitalisme français au prix d'une exploitation forcenée : rationnement, bidonvilles, taylorisme, 2x8 ou 3x8... La « planification » des 4^e et 5^e Républiques a surtout aidé la constitution, avec l'aide de l'État et sans contrepartie, des grands groupes capitalistes français de la fin du 20^e siècle.

En France, où la concentration industrielle est en retard, le rôle de l'État est plus important qu'aux États-Unis. (Rosier & Dockès, Rythmes économiques, 1983, p. 205)

Mais la crise capitaliste mondiale de 1973 a aussi bien frappé les capitalismes à plan (Japon, France...) que ceux qui n'en avaient pas eu besoin après-guerre car ils n'avaient pas été détruits (États-Unis, Grande-Bretagne...). Et, dans tous les vieux pays impérialistes, le grand capital a « sous-traité » et « externalisé » à partir des années 1980. Le Commissariat au plan est transformé en 2006 en France stratégie.

Quant à l'illusion de l'autarcie (un thème fasciste rafraîchi en écologisme), la porosité de LFI avec le RN est inquiétante.

La relocalisation d'activités –produire et consommer sur place– est le premier principe de société écologique que nous voulons... Cette relocalisation d'activités procède, vous l'avez compris, de la logique du localisme, cette révolution de la proximité qui est la pierre angulaire de notre projet, cette révolution qui nous

conduit à initier la civilisation écologique. (Le Pen, 15 septembre 2019)

A la remorque des partis bourgeois (LREM, LR, DIF, RN...), les partis sociaux-impérialistes (PCF, LFI, PS...) sont, sans surprise, pour plus de moyens à la police, à la justice et à l'armée françaises.

Le renforcement de l'État signifie toujours celui de l'appareil répressif

Dans le gouvernement Castex, Darmanin occupe les nouvelles fonctions de ministre de l'intérieur. Il s'est immédiatement distingué par un soutien appuyé aux forces de l'ordre, les assurant dès sa nomination de « *son soutien total* ».

C'est pour cela qu'en République, les policiers, les gendarmes, les magistrats, les maires, toutes celles et ceux qui luttent contre la violence, contre le racisme et l'antisémitisme, jouent un rôle déterminant et que, par symétrie, ceux qui s'en prennent à eux doivent être lourdement condamnés. Force à la loi... Ceux qui s'en prennent aux forces de l'ordre, aux élus, ne passeront pas. (Macron, Discours au Panthéon, 4 septembre)

Déjà, Macron s'était engagé à recruter 10 000 policiers et gendarmes d'ici 2020. Les voilà mis au premier rang de la lutte contre la violence et le racisme ! Tous les blessés des manifestations, les victimes du racisme policier apprécieront.

Surtout, le pouvoir annonce une plus grande répression pour tous ceux qui oseront contester les violences policières, qui oseront manifester. Macron et Darmanin ont choisi de couper l'herbe sous le pied du RN en développant la même politique. Darmanin a déclaré le 24 juillet qu'il « *fallait stopper l'ensauvagement d'une partie de la société* ». Ce terme participe d'une campagne soigneusement menée sur « l'insécurité ».

Le ministre de l'intérieur, comme l'ensemble du gouvernement, constate effectivement qu'il y a une montée du sentiment d'insécurité et je peux vous dire la totale mobilisation du gouvernement pour y faire face. (Castex, 1 septembre)

Le président LR de la région Hauts-de-France, Bertrand, dénonce quant à lui un été « *Orange mécanique marquée par une ultra-violence gratuite* ». Le secrétaire général du Syndicat des commissaires affirme : « *On sort d'un été 2020 particulièrement inquiétant où on voit une montée en puissance quantitative des violences mais surtout une aggravation de la violence* ».

Or, les chiffres montrent plutôt une stabilité de la situation.

Les données de la police et de la gendarmerie recensaient par exemple 248 homicides en juillet 2019 ; on en compte 240 en juillet 2020. L'an passé, au cours du même mois, on dénombrait 57 729 cambriolages contre 50 469 en juillet 2020, 62 609 faits de coups et blessures volontaires contre 69 062, ou encore 15 195 faits de violences sexuelles contre 14 129. (Le Monde, 3 septembre)

Le dispositif comporte également un projet de loi contre les « séparatismes » qui viserait à lutter, dit Castex dans son discours de politique générale, contre tout « projet organisé en marge de la République ou contre la République, en vue de lui porter atteinte ». Vaste programme qui autorise bien des interprétations, pouvant tout autant concerner l'islamisme politique comme le gouvernement le défend que n'importe quelle organisation révolutionnaire. Le RN se réjouit : « *La mise en avant de nos idées -l'ensauvagement, le localisme, le souverainisme-, même par d'autres, donne beaucoup d'espoir à nos militants pour l'avenir* », dit un de ses responsables. Son chef jubile et déclare : « *en matière de sécurité, les politiques disent la même chose que le RN* » (Le Pen, 5 septembre). En matière de néo-colonialisme aussi.

L'impérialisme français dans ses oeuvres

Les tensions économiques croissent entre les principales puissances et l'impérialisme français cherche militairement à maintenir ses positions, non sans difficultés. Au Mali, le président Keita, protégé du gouvernement français, vient de se faire débarquer par un coup d'État militaire après de longs mois de contestation dans la rue. La junte a déclaré ne pas remettre en cause les accords et engagements internationaux, donc l'appel au soutien de l'armée française. Il n'empêche. Le nombre de morts parmi les troupes impérialistes françaises augmente chaque mois. Quoiqu'en dise le toujours zélé ministre des Affaires étrangères Le Drian, l'impasse se dessine de plus en plus nettement.

Pourtant, Macron s'engage sur de nouveaux fronts, en profitant des difficultés des États-Unis. L'impérialisme français soutient, comme l'impérialisme russe, les Émirats arabes unis et l'Égypte, le chef de guerre Haftar qui dispute la Libye au gouvernement d'entente nationale, lequel bénéficie de l'appui de la Turquie. Erdoğan voit là une occasion d'étendre son influence en Méditerranée, avec notamment la modification des limites des eaux territoriales pour faciliter l'exploitation en mer des hydrocarbures. Macron a déclaré que « *les puissances étrangères, quelles qu'elles soient, ne peuvent pas être autorisées à violer un embargo de l'ONU sur l'envoi d'armes dans ce pays ravagé par la guerre* ». Il oublie sans doute qu'en juillet 2019, des missiles français avaient été découverts dans un QG des forces du général Haftar...

Les frictions entre bateaux et avions militaires français et turcs se multiplient et s'insèrent maintenant dans la rivalité entre la Turquie et la Grèce pour le contrôle de zones maritimes riches en pétrole et gaz. Macron a dénoncé la violation des eaux territoriales de la Grèce et de Chypre par la Turquie et appelé à des sanctions. Pour la Turquie, Macron est devenu « *hystérique* ».

Ce conflit rebondit avec l'intervention appuyée et répétée de Macron au Liban, après l'explosion à Beyrouth le 4 août. En prenant peu ou prou le contrôle de l'aide extérieure, il s'y est comporté en donneur d'ordre, sommant les dirigeants corrompus jusqu'à la moelle de faire les réformes nécessaires. Mais pour Macron, le nouveau premier ministre Adib, issu du même sérail, fera bien l'affaire, car, bien loin de soutenir, comme il l'affirme, les masses libanaises qui conspuent depuis des mois leur gouvernement, ce qui l'intéresse est la place que peut prendre ou reprendre l'impérialisme français au Liban.

Mais c'est exactement ce qui intéresse Erdoğan, à la tête d'un impérialisme de bien moindre force, mais d'autant plus assoiffé que la crise économique sévit depuis deux ans en Turquie. Il est de la responsabilité de toutes les forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier de mener une campagne vigoureuse contre les menées de l'impérialisme français en Afrique subsaharienne comme au Proche-Orient.

Les intérêts des travailleurs et ceux des capitalistes sont incompatibles, il faut exproprier le grand capital. L'État français est au service de la bourgeoisie, il faut le démanteler.

Les organisations qui se réclament des travailleurs doivent rompre avec Macron et la bourgeoisie française :

Retrait de toutes les troupes françaises à l'étranger, fermeture des bases à l'étranger, retrait de l'OTAN, dissolution de l'armée de métier !

À bas le plan pour les capitalistes ! Retrait des attaques contre les retraites et les chômeurs !

Aucune négociation, aucune concertation des contre-réformes, projets et lois du gouvernement !

Aucune suppression d'emploi, interdiction des licenciements ! Réduction du temps de travail, embauche des chômeurs, garantie des salaires !

Gouvernement des travailleurs, États-Unis socialistes d'Europe !

9 septembre 2020

La Convention citoyenne sur le climat, une nouvelle forme de démocratie ?

En octobre 2019, Macron inaugure la « Convention citoyenne pour le climat ». Il s'agit de répondre à la préoccupation grandissante envers l'environnement et aussi d'affaiblir EELV qui tend à s'emparer d'une partie de l'électorat de LREM. En novembre, le gouvernement Johnson (Parti conservateur) déclenche en Grande-Bretagne une procédure du même type sur le même thème.

Une assemblée ligotée par l'État bourgeois

La CCC est composée de 150 citoyens tirés au sort, dans la prétention de composer un échantillon représentatif de la population française. Sa fonction se borne à élaborer des réponses à la question posée par le président : « *Comment réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2050, dans un esprit de justice sociale ?* »

Macron confie la direction de l'opération à deux coprésidents, Thierry Pech et Laurence Tubiana. Pech est de 2000 à 2006 le conseiller de deux secrétaires généraux successifs de la CFDT : Notat et Chérèque ; de 2009 à 2014, il dirige le mensuel keynésien et écologiste *Alternatives économiques* ; il est actuellement président de Terra nova, une entreprise de conseils politiques proche du PS. Tubiana est une ancienne militante de feu la LCR, actuellement encartée au PS et présidente de l'Agence française de développement, une agence d'État.

La convention est encadrée par un « comité de gouvernance » nommé par l'État. Le comité de gouvernance comporte en outre 12 « personnalités » choisies et rétribuées par le pouvoir, dont Jean Grosset, ancien militant de feu l'OCI, actuellement encarté au PS et membre du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Le comité de gouvernance de la CCC puise dans cette assemblée de la 5^e République, sans aucun pouvoir mais haut lieu de la collaboration de classes (y siègent 18 CFDT, 18 CGT, 14 FO, 6 CFTC, 6 CFE-CGC, 4 UNSA, 2 Solidaires, 1 FSU).

Au comité de gouvernance, s'adjoignent un « comité légistique » de 6 juristes et un « groupe d'appui » de 14 experts : « *Les membres du groupe d'appui sont parfois allés jusqu'à orienter les débats* » (*Le Monde*, 19 juin).

Les conseils des patrons et la caution des bureaucrates syndicaux

Le comité de gouvernance suggère à la CCC une liste de personnalités à auditionner, qui font, contre rémunération, la leçon aux « conventionnels ». Au total, les experts seront presque aussi nombreux qu'eux (140).

Parmi ceux-ci, plusieurs membres de l'exécutif sermonnent les « citoyens » : le président de la République, le premier ministre, la ministre de la transition écologique. Les économistes keynésiens de l'OFCE sont parfois sollicités, les technocrates de l'Agence de la transition écologique systématiquement. On trouve aussi des responsables du principal syndicat agricole, la FNSEA (contrôlée par des capitalistes membres de LR). Figurent aussi Nicolas Hulot, ancienne figure des grands médias capitalistes (TF1) et ex-ministre de Macron, ainsi que Priscillia Ludosky, qui avait lancé la pétition à l'origine des Gilets jaunes.

Les patrons qui viennent prêcher sont multiples : Augustin de Ramonet (Aéroports de Paris), Emmanuel Faber (Danone), Dominique Schelcher (Système U), Louis Gallois (PSA), Éric Chevée (vice-président de la CGPME), Jean-Philippe Ruggieri (Nexity), Gilles Vermot-Desroches (Schneider), Jean-François Rial (Voyageurs du monde). Christine Fabresse (BPCE), André Broto et Raphaël Ventre (Vinci), Fabrice Bonnifet (Bouygues), Guillaume Texier (Saint-Gobain), Didier Holleaux (Engie), Vincent Moulin-Wright (Medef), Pierre Launay (CAMIF), Sébastien Soleille et Nicolas Draux (BNP Paribas), Frédéric Delorme (SNCF), Nicolas Bailleux (Sodexo), Éric Adam (Carrefour)... Certains semblent surtout experts en pollution et en gaspillage, voire en faillite de leur propre entreprise et en mendicité auprès de l'État français.

Les appareils syndicaux sont toujours enclins au « dialogue social », des bureaucrates sont donc venus aussi conseiller la CCC : Angeline Barth (CGT), Laurent Berger (CFDT), Marie-Pierre Cailletaud (CGT), Franck Daout (CFDT), Philippe Portier (CFDT)...

L'autocensure de la CCC

Tirés au sort et isolés de la population, encadrés et conseillés par l'État bourgeois, les « *conventionnels* » de 2020 s'en tiennent à des mesures compatibles avec le capitalisme et n'entravant pas trop la bourgeoisie française dans la concurrence mondiale. En conséquence, une majorité des « citoyens » a finalement rejeté une des rares mesures sociales envisagée, réduire le temps de travail hebdomadaire des salariés à 28 heures.

Beaucoup d'intervenants se sont notamment inquiétés de ses conséquences économiques et de l'image que son adoption donnerait de leurs travaux. (*Le Monde*, 20 juin)

Cela n'empêche pas les partis réformistes de couvrir l'opération.

Les propositions de la Convention citoyenne pour le climat confirment l'urgence à changer de modèle, et parfois, de manière de vivre. Le Parti socialiste salue le travail réalisé par les 150 citoyens qui la composent. (PS, 24 juin)

Nous saluons l'implication et la bonne volonté des citoyen-nes impliqué-es dans cette convention, qui ont démontré une conscience aiguë de l'urgence écologique. Il n'en reste pas moins que l'implication citoyenne que nous voulons ne peut se réduire à 150 citoyen-nes tirés au sort. Leurs propositions, à de rares exceptions, ne peuvent que recevoir notre approbation. (LFI, 22 juin)

Des mesures essentielles pour notre avenir climatique ont été retenues. Elles peuvent et doivent servir de point d'appui pour les propositions législatives et budgétaires que nous portons depuis longtemps au Parlement. (PCF, 1 juillet)

Des propositions compatibles avec le capitalisme

L'ensemble des propositions de la CCC reste superficiel, incapable de résoudre le problème mondial du réchauffement climatique. Le propos est culpabilisant pour les exploités, en mettant en cause « nos pratiques » (*Les Propositions de la CCC*, 20 juillet, p. 41), alors que c'est le capital qui décide de l'essentiel de la production et que les choix de logement, de déplacement, de consommation de ceux qui assurent la survie de la société sont réduits. C'est le mode de production capitaliste qui, intrinsèquement, génère la surproduction, la gabegie, la fuite en avant, le pillage et la destruction des ressources naturelles. Il n'est jamais question du bilan carbone et de l'impact en général du mode de vie luxueux des capitalistes sur l'environnement (multiples résidences de grande superficie, jets privés, yachts, etc.), ni des dépenses en armements de l'État français et des effets des guerres qu'ils mènent. Cela a dû échapper à tous « les experts ».

Bernard Arnault s'est de nouveau trouvé en butte à des tracasseries administratives quand il a voulu que son yacht, le « Symphony », mouille au large de Saint-Tropez. C'est qu'on est tout près du site protégé de Natura 2000 de la corniche varoise... Et que manoeuvrer ce rafirot de 101 mètres de longueur, avec hélicoptère et piscine à fond transparent, n'est pas si aisé... Dans un courrier du 15 juin, Marc-Antoine Jamet, le secrétaire général du groupe LVMH, a demandé au préfet de hâter le mouvement. Réponse expresse : feu vert : « Le navire pourra se rapprocher de la côte », écrit le vice-amiral Laurent Isnard. (Le Canard enchaîné, 29 juillet)

Certaines propositions relèvent du repli national, aussi réactionnaire qu'illusoire : « taxer les importations hors UE » (*Les Propositions de la CCC*, 20 juillet, p. 69),

« toute ressource nécessaire à la production en France doit majoritairement provenir du territoire français » (p. 122), « réformer la politique commerciale de l'UE » (p. 369), « renégocier le CETA » (p. 369), « restriction aux importations » (p. 372). En réalité, le protectionnisme, même baptisé « vert » ou « solidaire », est toujours du protectionnisme, un moyen d'attacher la classe ouvrière à sa bourgeoisie contre la solidarité des exploités. Il converge avec la montée du nationalisme populiste et du repli xénophobe (Brexit, politique unilatérale de Trump, restriction généralisée aux migrations...).

Parfois, les demandes de la CCC sont irrationnelles, reflétant le malthusianisme des organisations écologistes et les lubies des mouvements obscurantistes (décroissants, spécistes, vegans, antivaccins, antimasques...).

Par exemple, sur le thème « se nourrir », la Convention veut :

- « indiquer l'impact carbone du produit », mais sans interdire la fabrication de produits dangereux pour la santé ;
- « réguler la publicité », en fait l'orienter vers les « produits bio et circuits courts », sans oser la supprimer purement et simplement, pas même pour les aliments dangereux, puisqu'il est prévu pour eux une dérogation (p. 380) ;
- limiter le « suremballage » mais avec l'aide de l'État (p. 38) ;
- continuer à interdire par principe tous les OGM, dans un chapitre sur la « nocivité » (p. 129). Les OGM aux mains des grands groupes capitalistes sont un moyen d'asservir des millions de paysans notamment dans les pays dominés, mais personne n'a jamais prouvé leur toxicité pour l'alimentation humaine et plus d'un médicament provient aujourd'hui des biotechnologies. La capacité de modifier le génome ne constitue qu'un perfectionnement de la sélection millénaire qui est à la racine même de l'élevage des animaux et de la culture des végétaux et un gouvernement ouvrier saura utiliser cette technologie sans nuire aux humains.
- imposer deux menus végétariens sur quatre dans toutes les « cantines collectives » (p. 316) alors que c'est l'occasion pour les enfants des familles pauvres de manger de la viande et d'améliorer la qualité de leurs repas ;
- renforcer « l'éducation à l'environnement », en créant une structure supplémentaire dans les établissements scolaires (« comité de l'éducation à

l'environnement et au développement durable », p. 50) justifiant l'immixtion des tartuffes de l'écologisme (« *des acteurs de proximité non professionnels de l'éducation* », p. 51) alors qu'il y a des professeurs qualifiés, ceux des sciences de la vie et de la terre, pour initier à la science dans les collèges et les lycées.

Les autres chapitres (se loger, se déplacer, consommer, travailler-produire) sont du même type : pas d'engagement net pour la gratuité des transports en commun (p. 175) alors que certaines municipalités l'accordent, pas de réquisition des logements inoccupés, pas l'ombre d'une expropriation des grands groupes capitalistes qui sont les principaux responsables du réchauffement climatique et des dégradations de l'environnement de l'espèce humaine. Cependant, la synthèse reste parfois excessive pour le président.

La censure de Macron

Sur les 149 propositions adoptées par la CCC, le président en a déjà rejeté trois, quand il a reçu les « conventionnels » au palais de l'Élysée le 29 juin.

- taxer de 4 % les dividendes car « *nos entreprises ont besoin d'attirer des capitaux* » ;
- réduire à 110 km/heure maximum la vitesse sur les autoroutes, pour « *ne pas culpabiliser certains concitoyens* » ;
- inscrire dans la Constitution le « *crime d'écocide* », afin de ne pas « *mettre un droit de la nature au-dessus d'un droit humain* ».

Les mesures restantes seront, dit-il, appliquées soit directement par le gouvernement par décret, soit par le parlement au moyen d'une loi. Il s'engage à les financer.

L'État prendra toute sa part : « 15 milliards d'euros supplémentaires sur deux ans seront injectés pour la conversion écologique de notre économie », a déclaré le chef de l'État, promettant la mise en place d'un « fonds de transformation écologique de notre économie dans le plan de relance » pour notamment « investir dans les transports propres, rénover nos bâtiments » et « inventer les industries de demain ». (Challenges, 29 juin)

Contre un capitalisme national vert, pour le socialisme mondial

EELV encourage la nouvelle ministre de l'écologie, sortie de ses rangs.

Une feuille de route simple, celle de la convention citoyenne, climat. Espérons qu'elle fasse mieux que lors de son passage comme secrétaire d'État à la



Palais de l'Élysée, 29 juin

biodiversité sous Hollande. (Julien Bayou, *Le Monde*, 6 juillet)

En fait, certaines des 146 propositions sont déjà actées, comme la mesure contre l'obsolescence programmée ou la loi « *pour l'économie circulaire* », ce qui conduit la CCC à mendier pour que la première soit appliquée (*Les Propositions de la CCC*, 20 juillet, p. 71) ou pour avancer un peu l'échéance de la seconde (p. 38). Si les propositions les gênent, les grandes firmes sauront obtenir de l'État à son service des délais, des exceptions, des compensations...

L'écologisme capitaliste et national, prôné par LREM, le Parti écologiste, Écologie démocratie solidarité et EELV, mais aussi par LFI, le PCF, le PS et Génération.s, est un leurre. En un an, le capitalisme français a réduit les émissions de gaz carbonique de seulement 1 %. Et il s'agit d'un État qui a décrété « l'urgence climatique » et qui a récemment reçu la COP.

Il faut d'urgence se débarrasser du capitalisme mondial pour préserver la biodiversité et les ressources naturelles, éviter le gaspillage et limiter les pollutions, empêcher la catastrophe climatique, miser sur le recyclage, les énergies renouvelables et les transports publics, arrêter la déforestation et la destruction des mangroves ou des récifs coralliens, encourager les cultures vivrières, limiter la pêche industrielle et l'élevage intensif.

Pour que l'espèce humaine, prenant en compte les besoins et les ressources, renoue une relation harmonieuse avec la nature, il faut une économie planifiée rationnellement à l'échelle mondiale par les producteurs eux-mêmes, afin de produire non pour le profit, mais pour les besoins. Cela requiert d'en finir avec la propriété privée des moyens de production et avec les frontières nationales étriquées, donc de briser le pouvoir de la bourgeoisie et de démanteler ses États. Seule la classe ouvrière peut le faire en instaurant son propre pouvoir, en expropriant les capitalistes et en socialisant l'économie à l'échelle du monde.

2 août 2020

Macron cède aux policiers et vire Castaner



Dessin de Charb, pour *Charlie hebdo*, 26 octobre 2010
Charb, qui dessinait aussi pour la CGT, le PCF et le NPA, fut parmi les victimes des islamistes le 7 janvier 2015

Le premier ministre Castex a tenu à apporter son soutien à Darmanin après que celui-ci a dit, à propos des violences policières : « Quand j'entends le mot violences policières, moi personnellement je m'étouffe »... Des propos provocants qui relèvent de calculs politiques, cherchant à dévoyer les mécontentements. (Lutte ouvrière, 31 juillet)

Il est difficile de répandre autant de confusion en si peu de lignes. Le nouveau premier ministre serait motivé par un petit « calcul politicien » : en quoi ? quel est son but ? Castex voudrait « dévoyer le mécontentement » : de qui ? vers quoi ?

C'est pourtant simple : le premier ministre couvre le ministre de l'intérieur qui couvre la police. Pourquoi ? Par ce qu'elle est indispensable à l'ordre capitaliste.

Les chiens de garde des exploités

Amar Behmohamed, un brigadier-chef affecté sur le ressort de la Préfecture de police de Paris, prend la parole sur un sujet explosif. Depuis 2017, il dit avoir été témoin de propos racistes, de cas de maltraitance et de faits de vol qu'il impute à plusieurs de ses collègues. (Le Monde, 29 juillet)

Les discriminations sociales et raciales, les violences policières envers les exploités et les opprimés ne sont, ni aux États-Unis, ni en France, le fait de quelques « brebis galeuses », « indignes de la police républicaine » comme le prétend Mélenchon (7 juin). Elles sont inhérentes à la

nature et à la fonction des corps de répression d'une société divisée en classes sociales.

Dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques, la police est, avec l'armée de métier, l'instrument principal de l'oppression des masses... La police passe les « petites gens » à tabac dans les commissariats de New-York, de Genève et de Paris, alors qu'elle est pleine de prévenance pour les capitalistes... La substitution d'une milice populaire à la police et à l'armée permanente est la condition du succès de toute réforme... au profit des travailleurs. (Lénine, Ils ont oublié l'essentiel, 18 mai 1917)

Pas plus que les mesures restreignant les libertés, il ne s'agit d'un petit calcul politicien de tel ou tel ministre.

Depuis plus de 20 ans, c'est le même refrain, dans son rapport annuel, la commission chargée de contrôler les écoutes (CNCTR) reconnaît mezzo voce que la surveillance électronique des citoyens ne cesse de se renforcer. (Le Canard enchaîné, 10 juin)

L'État n'incarne pas « l'intérêt général ». Parce que la police défend avant tout la bourgeoisie française, le nouveau premier ministre la célèbre. Comme l'armée et les services secrets, les tribunaux et les prisons, la police était là avant lui et, sauf révolution sociale, restera après lui.

À nos policiers et gendarmes, à toutes les forces de sécurité et à tous les acteurs de la prévention, je souhaite exprimer au nom de la Nation mon profond respect et ma gratitude. Ils forment la première ligne de l'ordre républicain et exercent leur mission dans des circonstances qui sont parfois extrêmement délicates. Je veillerai, à ce qu'ils puissent obtenir tous les moyens, matériels et humains, nécessaires pour conduire leur mission... Je ne peux parler de ceux qui protègent les Français sans évoquer le rôle fondamental de nos armées... elles sont l'honneur de notre Patrie. Au cœur du pacte républicain et des responsabilités judiciaires se trouve l'autorité judiciaire... (Jean Castex, Déclaration de politique générale, 14 juillet)

La justice bourgeoise protège la police « de la République ».

Il faut voir à quel point il y a une justice à deux vitesses... Le manifestant peut être condamné alors que des policiers ne seront ni identifiés ni mis en cause. Un de mes clients a perdu plusieurs dents et a été défiguré. Mais on est incapable de connaître l'auteur du tir de LBD qui en est la cause. À Besançon, un gilet jaune avait reçu un coup de

*matraque d'un policier. Tout avait été filmé par un média local... Le procureur de la République a classé l'affaire sans suite au motif que le policier n'avait pas l'intention de commettre des violences. (Rapahël Kempf, *Siné mensuel*, février)*

Les manifestations de policiers de juin

Les membres de l'appareil répressif de l'État bourgeois (flics, mercenaires, juges, matons...) sont, par nature, favorables aux partis les plus réactionnaires.

Parfois les services secrets, les hauts magistrats, l'état-major et la hiérarchie policière interviennent, indirectement ou directement, dans la vie politique, toujours au détriment des libertés démocratiques et parfois même du parlement bourgeois. Ainsi, des juges brésiliens ont destitué en 2016 la présidente du Parti des travailleurs, élue au suffrage universel. En France, l'actuel régime présidentiel est issu, en 1958, d'un coup d'État militaire qui a mis fin au régime parlementaire de la 4^e République et qui a confié le pouvoir au général de Gaulle. En 1940, la 3^e République avait cédé le pouvoir au maréchal Pétain, tandis que le général De Gaulle prenait la tête de la fraction de la bourgeoisie française qui misait sur la Grande-Bretagne et les États-Unis contre l'Allemagne. En 1887-1889, un démagogue, le général Boulanger, tenta en vain de renverser la 3^e République.

Cette poussée de fièvre boulangiste devrait inciter nos amis à exiger sans répit l'armement du peuple comme seule garantie contre toute velléité césarienne de la part des généraux populistes. (Friedrich Engels, Lettre à Laura Marx, 15 juillet 1887)

Le 8 juin, sur la demande du président inquiet de la multiplication des manifestations contre les violences policières, le ministre de l'intérieur Castaner interdit d'utiliser l'étranglement et condamne les propos racistes. Aussitôt, les policiers, menés officiellement par des « syndicats » mais noyautés en coulisses par le RN et les groupes fascistes, protestent aux portes des commissariats et dans la rue. Ces policiers violent la loi officielle car il leur est interdit de manifester en uniforme et ils détournent pour leurs propres fins les moyens matériels qui sont censés protéger la population. Castaner fait immédiatement machine arrière, mais cela ne suffit pas.

Depuis près de trois semaines, la même scène se répète partout en France : des dizaines de policiers se rassemblent, allument les gyrophares et protestent quelques minutes contre le « lâchage » par le pouvoir dont ils estiment faire l'objet. (Le Monde, 28 juin)

Les contrevenants ne sont pas sanctionnés. Leur pression s'exerce à tous les niveaux.

Jeudi, ce sont plusieurs dizaines de policiers qui se sont amassés devant l'entrée de la Maison de la radio à Paris... une façon de faire pression sur les journalistes... Lundi 22 juin, le syndicat Alliance avait appelé à se mobiliser à Stains (Seine-Saint-Denis) pour obtenir l'effacement d'une fresque représentant George Floyd. Dans un tract publié vendredi, Unité SGP Police FO s'en est pris au conseil régional d'Île-de-France, pour son financement accordé au film réalisé par David Dufresne. (Le Monde, 28 juin)

Finalement, Macron cède en remplaçant Castaner par Darmanin.

Pour l'autodéfense contre les bandes armées du capital

Le chef « populiste de gauche », qui réclame plus de policiers, y voit l'occasion pour le gouvernement Macron-Castex de sauver l'honneur de la justice et de la police.

Castaner, Belloubet, hontes de l'intérieur et de la Justice enfin démissionnés. Darmanin et Dupond-Moretti doivent rétablir la dignité et l'honneur. (Jean-Luc Mélenchon, 6 juillet)

Sans aller aussi loin que LFI, le PS, le PCF et Génération.s dans le soutien à l'État bourgeois, LO, le NPA et le POID oublient, eux aussi, les leçons de la Commune de Paris et de toutes les révolutions et contre-révolutions qui ont suivi.

Paris, forteresse sociale de la classe ouvrière française, avait pris les armes... Paris pouvait résister seulement parce qu'il s'était débarrassé de l'armée et l'avait remplacé par une garde nationale, dont la masse était constituée par des ouvriers... Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments matériels du pouvoir de l'ancien gouvernement... (Karl Marx, Adresse de l'Association internationale des travailleurs, mai 1871)

Lors des dernières mobilisations sociales, la direction de LO a tenté, une fois de plus, de faire passer les policiers comme des travailleurs ordinaires.

Les syndicalistes policiers justifient le maintien de leur régime spécial en arguant du danger de leur métier. En effet, vingt-cinq gendarmes et policiers sont morts en mission en 2018, sans compter les suicides. Le danger du métier est sans doute réel... tout comme celui qu'encourent bien des travailleurs. L'équité et l'égalité sont chères au gouvernement quand il vante les supposés mérites de sa réforme. Ira-t-il jusqu'à conclure que tous les travailleurs devraient bénéficier des mêmes droits à la retraite que les policiers ? (Lutte ouvrière, 11 décembre 2019)

Pour les communistes, il n'y a pas de « syndicalistes policiers ». Les policiers ne sont pas des exploités qui courent des risques au travail comme d'autres salariés, mais les agents du maintien de l'ordre au service de la minorité exploiteuse. Les « revendications » des flics aboutissent à diminuer les libertés des travailleurs et à renforcer les moyens humains et matériels de répression contre eux.

Ceux qui ont aidé Berger et Martinez à empêcher la grève générale l'hiver 2019-2020 peuvent bien bavarder, au même moment, sur la « convergence des luttes » (NPA) ou, après coup, sur les « comités ouvriers » (LO). Mais, sans la grève générale, sans l'autodéfense des manifestations et des grèves, il n'y a ni unité des luttes contre la classe dominante, ni organes de lutte des exploités.

Toute la police exécutrice des volontés du capitalisme, de l'État bourgeois et de ses clans politiques corrompus doit être licenciée. Exécution

des fonctions de police par la milice des travailleurs. Abolition de la justice de classe, extension du jury, éligibilité de tous les juges, extension du jury pour tous les crimes et délits : le peuple rend justice lui-même. (Pierre Naville & Léon Trotsky, Programme d'action de la Ligue communiste, 1934)

Même l'exigence démocratique du remplacement de l'armée professionnelle par l'armement du peuple est oubliée par LO, le NPA et le POID.

Abolition des armées permanentes et armement général du peuple. (Jules Guesde & Karl Marx, Programme électoral du Parti ouvrier, 1880)

Travailleuses et travailleurs conscients, militantes et militants révolutionnaires, il faut construire un parti qui relève le drapeau du communisme : coordonnons nos efforts, contactez-nous !

31 juillet 2020

Léon Trotsky (1879–1940)

Trotsky naît Lev Bronstein en 1879 dans une famille de paysans juifs d'Ukraine (alors dans l'empire russe). Avec la militante marxiste Alexandra Sokolovskaïa, il fonde l'Union ouvrière du sud de la Russie en 1897. Ils sont arrêtés et déportés en Sibérie. Il s'évade en 1902 et rejoint le groupe qui publie en exil *Iskra*. Au congrès du POSDR de 1903, il est avec Martov et la minorité (mencheviks) contre Lénine et la majorité (bolcheviks). En 1903, il rencontre à Paris la militante du POSDR Natalia Sedova. En 1904, il rompt avec la fraction menchevik. De 1903 à 1917, il a une position conciliatrice, pour la réunification du POSDR, ce qui l'oppose à Lénine.

Lors de la révolution russe de 1905, il devient à 26 ans président du soviet (assemblée des travailleurs) de la capitale Petrograd (Saint-Petersbourg). Arrêté lors de la contre-révolution tsariste, il est emprisonné. Il s'évade et s'exile à Vienne. Il élabore sa première vision de la révolution permanente : en Russie, la classe ouvrière prendra la tête de la révolution démocratique que la bourgeoisie « libérale » est incapable de diriger (contre l'avis des mencheviks) et ne pourra pas s'arrêter là : elle commencera une révolution socialiste (contrairement à la thèse des bolcheviks) qui ne peut vaincre qu'avec l'appui du prolétariat occidental. Quand la guerre éclate en 1914, il se réfugie à Paris où il publie le journal *Naché Slovo* et se lie à la poignée de syndicalistes de la CGT (dont Monatte et Rosmer) qui s'opposent à l'union sacrée. En 1915, Trotsky rédige le manifeste adoptée par la conférence socialiste internationale convoquée à Zimmerwald (Suisse) par le Parti socialiste suisse et le Parti socialiste italien, puis participe en 1916 à celle de Kiental. La République française l'expulse et il part aux États-Unis.

En février 1917, la révolution éclate en Russie et abat la monarchie. Des soviets d'ouvriers et de soldats surgissent. Mais le PSR populiste et le Parti menchevik, qui y sont majoritaires, soutiennent le gouvernement provisoire du PKD bourgeois qui défend la propriété, veut dissoudre les soviets et poursuivre la guerre impérialiste. Une fois rentré, Trotsky converge avec les « thèses d'avril » de Lénine qui réoriente le Parti bolchevik contre le soutien au gouvernement provisoire et pour le pouvoir des soviets. Trotsky rejoint le PB. Après l'insurrection spontanée de travailleurs de Petrograd de juillet 1917, il est arrêté et emprisonné par le gouvernement provisoire. Lors du putsch du général Kornilov, le Parti bolchevik anime le front unique de tous les courants ouvriers qui le fait échouer.

Trotsky devient président du soviet de Petrograd en septembre. Lénine préconise l'insurrection pour renverser le gouvernement provisoire Trotsky prépare celle-ci, qui donne le pouvoir aux soviets. Face aux soulèvements contre-révolutionnaires et aux interventions étrangères, il organise l'Armée rouge en 1918. En 1919, Trotsky participe à la fondation de l'Internationale communiste. Le pays est ravagé : les paysans ne veulent pas de la restauration tsariste qui leur reprendrait les terres, mais pas non plus des réquisitions sans rien recevoir en échange des villes. L'Armée rouge vainc les armées « blanches » et aussi les armées « vertes » à base paysanne et à direction anarchiste qui refusent le pouvoir des soviets. En 1921, le pouvoir soviétique fait face au soulèvement des recrues paysannes de la base navale de Kronstadt. Lénine convainc le Parti communiste qu'il faut faire des concessions (NEP) aux paysans et aux commerçants pour restaurer un minimum l'économie.

Maurice Rajsfus (1928-2020)

Le 13 juin, Maurice Rajsfus, infatigable pourfendeur des violences policières, s'est éteint. Il est né en 1928 de parents juifs polonais marchands de chaussettes, dont le cruel hasard de l'histoire voulut que leur mariage soit prononcé par Pierre Laval qui deviendra premier ministre de 1941 à 1944.

Sous Pétain et Laval, il est arrêté avec toute sa famille par la police française lors de la rafle du Vel d'hiv de juillet 1942. Il fera partie avec sa soeur de la centaine de survivants sur les 15 000 Juifs envoyés à cette occasion à la mort dans les camps nazis. Comme une plaie qui ne se refermera jamais, il en gardera une haine de la police et de ses agissements toute sa vie.

Après-guerre, il enchaîne les petits boulots, docker, ouvrier, emballeur, aide laborantin, manutentionnaire, employé de bureau, représentant de commerce... Politiquement, lors de la crise révolutionnaire de 1944,

il adhère à l'organisation de jeunesse stalinienne JCF mais en est exclu pour « *hitléro-trotskisme* ». En 1946, il rejoint le Parti communiste internationaliste (la section française de la Quatrième Internationale) qu'il avait rencontré dans la Fédération nationale des auberges de jeunes.

Quel bonheur de rencontrer des internationalistes, alors que je sortais des rangs d'un parti chauvin ultranationaliste. (Maurice Rajsfus, *Une enfance laïque et républicaine, souvenirs*, Manya, 1992)

Mais, avec le reflux de la vague révolutionnaire et le sauvetage du capitalisme permis par les trahisons des partis sociaux-démocrates, travaillistes et staliniens d'Europe occidentale, la direction de la 4^e Internationale est politiquement désorientée. Avec l'ouverture de la « guerre froide », sa section française entre en crise : en 1947, une fraction autour de David Rousset cherche à

En 1923, Lénine, malade, propose à Trotsky de lutter contre la bureaucratisation du parti et de l'État incarnée par Staline, mais il meurt en 1924. Sous l'idéologie du « socialisme dans un seul pays », un bloc secret entre Kamenev, Staline et Zinoviev isole Trotsky et l'Opposition de gauche qui proposent un plan et un effort d'industrialisation. Le despotisme grandissant et la montée des inégalités sociales rapprochent Zinoviev et Trotsky en 1926, mais l'Opposition unifiée est écrasée par l'appareil coiffé par un bloc Staline-Boukharine. En 1927, Trotsky est chassé du parti et en 1929 est expulsé d'URSS. Il crée en 1929 l'Opposition de gauche internationale pour redresser l'Internationale communiste (IC) dont l'opportunisme a conduit à la défaite de la révolution chinoise en 1927. L'OGI défend une stratégie de révolution permanente : même dans les pays dominés, la bourgeoisie n'est plus progressiste, la classe ouvrière est la force qui doit conduire la révolution en s'alliant avec la paysannerie. En URSS, Staline, inquiet des risques de restauration du capitalisme qui signifierait la fin des privilèges & de la bureaucratie usurpatrice, rompt avec Boukharine et collectivise brutalement l'agriculture. L'IC s'engage dans un cours gauchiste qui facilite la victoire de Hitler en Allemagne en 1933, alors que l'OGI préconise le front unique du SPD et du KPD contre le fascisme.

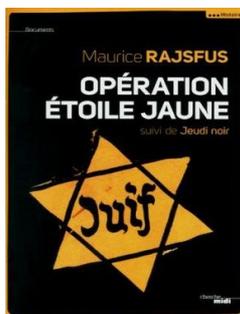
À partir de 1933, les bolcheviks-léninistes s'orientent vers la construction d'une nouvelle internationale qui sera proclamée formellement en 1938 contre le stalinisme, la sociale-démocratie et l'anarchisme. La 4^e Internationale considère que l'État ouvrier a dégénéré et se prononce pour une révolution afin de chasser la bureaucratie usurpatrice et privilégiée. Tout en défendant l'URSS contre l'impérialisme, elle s'oppose au tournant des partis communistes vers le patriotisme en 1934 et à l'alliance avec des partis bourgeois (les fronts populaires) qui bloque la révolution en France en 1936 et qui aide le franquisme à écraser la révolution en Espagne en 1937. Des millions d'opposants sont liquidés physiquement en URSS. Trotsky est expulsé de France en 1935 puis de Norvège en 1936. Il trouve refuge au Mexique où un agent de la Guépéou l'assassine le 20 août 1940.

Les communistes internationalistes saluent la mémoire et l'exemple de l'organisateur de l'insurrection d'Octobre et de l'Armée rouge, de l'animateur de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale.

20 août 2020



La Vérité, 31 août 1940 : l'organe clandestin du Parti ouvrier internationaliste (4^e Internationale) annonce l'assassinat de Trotsky



construire un « parti large » (le RDR) qui anticipe le NPA ou le POID, en abandonnant le programme. En 1948, une autre autour de Cornelius Castoriadis révisé le programme pour justifier l'abandon de la défense de l'URSS face à l'impérialisme américain. Rajsfus suit celle-ci à Socialisme ou barbarie. Ce groupe disparaîtra à la veille de mai 1968 tandis que, achevant sa trajectoire, son chef rejette le marxisme.

Le travail pendant la période de SoB a d'abord consisté en l'approfondissement de la critique du stalinisme, du trotskisme, du léninisme et finalement du marxisme et de Marx lui-même. (Cornelius Castoriadis, *La République des lettres*, 1 juin 1994)

Castoriadis adopte la posture du « citoyen qui fait des propositions ». Sa « révolution » doit se faire... dans la tête des individus.

Révolution ne signifie pas les torrents de sang, la prise du palais d'Hiver, etc. Révolution signifie une transformation radicale des institutions de la société... Pour qu'il y ait une telle révolution, il faut que des changements profonds aient lieu dans l'organisation psychosociale de l'homme occidental, dans son attitude à l'égard de la vie, bref dans son imaginaire. (Cornelius Castoriadis, « La force révolutionnaire de l'écologie », 1992, *La Société à la dérive*, Seuil, 2005)

Pendant ce temps, utilisant ses contacts dans la Fédération nationale des auberges de jeunesse, Rajsfus contribue au mouvement contre la guerre d'Algérie notamment en organisant la manifestation du 15 octobre 1955 au Quartier latin. Devenu journaliste à l'orée des années 1960, il rejoint le Parti socialiste unifié (PSU), une scission du PS-SFIO qui se prononce contre la guerre coloniale. Il participe à la grève générale de mai 1968, engagement qui lui vaudra l'animosité de la direction du journal *La Vie des métiers* qui l'emploie alors, ce qui débouchera sur son licenciement en 1971.

Durant la grève de 1968, il commence à recenser les exactions policières chaque soir sur des fiches bristol, activité qu'il continuera assidûment durant 46 ans. À la suite de l'assassinat en 1993 à Paris de Makomé M'Bowolé, jeune de 17 ans tué à bout portant d'une balle dans la tête par un inspecteur de police, il fonde l'Observatoire des libertés publiques et son bulletin *Que fait la police ?* recensant les « bavures » policières.

À la Libération, deux ou trois flics, reconnus comme d'importants tortionnaires, ont été fusillés, mais il n'y a pas eu de procès de la police française. Certains policiers ont d'ailleurs participé, ensuite, à la répression des Algériens en 1961, puis à celle de Mai 68. (Maurice Rajsfus, *Libération*, 22 décembre 2019)

Il n'a pas plus de chance avec le PSU qu'avec SoB. Ce parti centriste a en mai-juin 1968 pour dirigeants l'ex premier ministre de la 4^e République Mendès-France et le futur premier ministre de la 5^e République Rocard. Il préconise « l'autogestion » qui n'est qu'une diversion quand on est, comme le PSU, hostile à la prise du pouvoir par la classe ouvrière. En 1969, son candidat à l'élection présidentielle ne part aucunement de la lutte des classes. Une minorité le quitte pour proclamer des sectes maoïstes (GOP de Marc Heurgon, UCF-ML d'Alain Badiou) tandis que la majorité le déserte pour le PS ou pour les Verts, deux partis qui ne remettent pas en cause l'appareil répressif de l'État bourgeois.

Très impliqué également contre les résurgences de la bête immonde, il est quelques années président du réseau antifasciste Ras l'front.

Moins connu est son engagement en défense des Palestiniens et contre le sionisme. Il fustige ceux qui utilisent le terme « antisémite » comme « une arme brandie contre tous ceux qui s'opposent au sionisme, qui ne saurait souffrir la moindre critique » (*No Pasaran*, novembre 2000). Au grand scandale des sionistes, il dénonce le rôle de l'Union générale des Israélites de France, qui collabora avec les autorités nazies et pétainistes, notamment lors de la rafle du Vel d'hiv (*Des Juifs dans la collaboration : l'UGIF, 1941-1944*, EDI, 1980). Les bourgeois à la tête de l'UGIF rendaient régulièrement des comptes au Commissariat général aux questions juives de Vichy. Ils furent parmi les plus zélés à demander à la population « juive » de s'enregistrer dans les commissariats de police, de porter l'étoile en zone occupée, de faire tamponner la mention « Juif » sur leurs cartes d'identité en zone libre, voire d'inciter les autorités vichystes à épargner les Juifs français pour s'en prendre plutôt aux Juifs étrangers.

Jamais Rajsfus ne se reniera pour obtenir les prébendes de la classe dominante comme l'ancien bakouniniste Daniel Cohn-Bendit (1945-...), le mao-stalinien détroqué André Glucksmann (1937-2015) ou le renégat du trotskysme Henri Weber (1944-2020) qui est mort quelques semaines avant lui. Le parcours de Maurice Rajsfus, ses accrochages avec les staliniens et les sionistes, le dédain que lui réservaient les universitaires respectables, sa haine persistante de la police bourgeoise (comme en atteste le titre de l'un de ses derniers ouvrages, *Je n'aime pas la police de mon pays*, Libertalia, 2012) lui valent la sympathie de tous les révolutionnaires. Engagé toute sa vie contre les violences policières et le racisme, il a disparu au moment où un mouvement de masse se dresse contre la police bourgeoise et sa violence aux États-Unis, mais aussi en France. C'est le meilleur hommage qu'on puisse lui rendre.

21 juin 2020

Le « plan de relance » de l'Union européenne

Le 18 mai, Macron et Merkel s'accordent sur un « plan de relance » pour l'UE de 500 milliards d'euros. Le 27 mai, la Commission européenne le reprend et ajoute au projet 250 milliards de prêts. Le 21 juillet, le Conseil européen, composé des têtes du pouvoir exécutif des 27 États-membres, adopte un « plan de relance » du même montant (750 milliards), mais sensiblement modifié.

La réponse du mouvement ouvrier

Sitôt connu l'accord de Merkel et Macron, la plupart des appareils confédéraux français et la direction de la confédération allemande l'appuient servilement, pour « conforter la place » de l'UE comme « acteur mondial ».

Avec la volonté de convergence sociale affichée, nos deux pays marqueraient la volonté d'approfondir l'Europe sociale... La relance économique doit être solidaire et sociale avec en filigrane la nécessité d'une convergence économique, fiscale et budgétaire des États membres de l'UE rompant finalement avec les politiques d'austérité. L'Union européenne doit répondre aux défis de la relance en renforçant sa dimension sociale, repensant son modèle de production et en confortant sa place d'acteur mondial. (CFDT, CGT, FO, CFTC, UNSA et DGB, 20 mai)

Ces bureaucrates syndicaux n'avaient pas pensé à une position commune *contre* leurs États quand l'impérialisme allemand et l'impérialisme français saignèrent la classe ouvrière de la Grèce en 2011 et en 2015. Déjà, en 1914, en se ralliant à « l'union sacrée », les partis socialistes et les confédérations syndicales allemandes et françaises avaient désarmé la classe ouvrière des deux côtés du front. Depuis 1934, avec la dégénérescence stalinienne de l'Internationale communiste, toutes les organisations de masse défendent « la patrie », « la Nation », en fait la collaboration de classes et la subordination des exploités à la classe exploiteuse.

Pour le gouvernement espagnol PSOE-Podemos, c'est un soulagement. Le premier ministre Sanchez évoque « un plan Marshall pour l'Europe ». Le chef de Podemos parle, lui, d'un « tournant historique ».

C'est un tournant, un renoncement historique de l'Europe à l'austérité... Merkel représente une Allemagne qui dirige l'Europe avec responsabilité... Le dogmatisme néolibéral a finalement été corrigé. (Pablo Iglesias, *Le Monde*, 23 juillet)

Les partis politiques français issus de la classe ouvrière qui ont des députés à l'Assemblée nationale et au Parlement européen se divisent sur le « plan de

relance » de l'Union européenne, mais pas à partir de l'internationalisme prolétarien. Leur différend porte sur la meilleure voie à suivre pour défendre « leur » impérialisme.

La France insoumise et le Parti communiste français suivent la fraction subordonnée de la classe dominante, celle qui préconise un repli protectionniste façon Johnson ou Trump (qui s'exprime politiquement à travers le RN, DIF, l'UPR, le MRC...).

Vers plus de fédéralisme et de soumission aux politiques d'austérité... Plutôt que de mobiliser la BCE, il va soumettre plus encore les États aux exigences des marchés financiers et donc à des politiques d'austérité mortifères... Le remboursement des prêts est envisagé par la levée d'un impôt européen, renforçant le fédéralisme européen au détriment de la souveraineté des États. (PCF, 21 juillet)

La mise en place de ressources propres n'a connu aucune avancée. Les subventions allouées aux États-membres devront être remboursées... L'Union européenne n'a donc que l'austérité à offrir comme horizon... Ce nouvel épisode renforce l'impasse que constitue la construction européenne actuelle et ses dogmes néolibéraux. (LFI, 21 juillet)

Le Parti socialiste s'aligne sur la fraction dominante de la bourgeoisie française, celle qui maintient le choix de l'UE sans laquelle la France seule ne pèserait pas lourd face à la Chine et aux États-Unis (représentée au parlement par LREM, LR, MoDem, EELV, UDI, Agir...).

Cet accord doit beaucoup à la famille socialiste et social-démocrate... Un nouveau tabou est brisé, c'est une victoire politique pour notre famille qui a tiré toutes les leçons de la crise financière et du caractère central que doit prendre la solidarité dans le projet européen... Le plan de relance adopté marque un tournant dans la construction européenne... Il marque une rupture et ouvre une nouvelle ère de coopération. (PS, 23 juillet)

Tant les directions syndicales que les partis sociaux-impérialistes racontent aux travailleurs des sornettes.

Seul Mélenchon croit encore que le libéralisme mène le monde

Avant même la crise de 2020, ni Trump (quant au budget et aux échanges américains avec le reste du monde), ni Xi (en interne, pour l'économie chinoise) n'obéissaient au « dogme libéral ». Ni d'ailleurs l'UE qui subventionne son agriculture (PAC), voire son groupe

aéronautique (Airbus). En effet, la politique de l'Union européenne est tantôt libérale (la suppression des droits de douane en interne et leur abaissement à l'extérieur, l'interdiction d'un déficit public supérieur à 3 % du PIB et d'un déficit structurel supérieur à 0,5 %, le refus d'une fiscalité commune, le création d'un marché d'émission de CO₂...), tantôt non (la politique agricole commune, la monnaie unique, le programme Erasmus, les amendes aux GAFA, la préservation de la biodiversité...).

La pandémie de Covid-19 débutée en janvier précipite la crise économique. Les mesures de confinement général (Chine, Italie, Allemagne, Espagne, France, Japon, Grande-Bretagne, États-Unis...) l'approfondissent.

Les accords de Schengen qui fixent les règles de circulation des personnes ne sont plus appliqués car chaque État-membre ferme ses frontières à son gré sans souci de l'UE. De même, chacun prend des « mesures d'urgence » en déversant des sommes considérables à ses capitalistes. En France, c'est même un temps l'union nationale : LFI, le PCF et le PS votent le 19 mars à l'Assemblée nationale le premier plan d'urgence du gouvernement Macron-Philippe. Cependant, partout, en piétinant le dogme libéral (qui réclame l'équilibre budgétaire), les déficits publics se creusent et les dettes publiques, déjà importantes avant la crise, explosent. L'autre école de charlatans de l'économie bourgeoise, les keynésiens (pour qui l'État national doit intervenir afin de sauver le capitalisme national), triomphe pour un temps.

La Commission européenne, qui doit faire normalement appliquer les traités, suspend comme en 2008 les règles financières. La dette publique ne devait pas dépasser 60 % du PIB, elle dépasse désormais 70 % pour l'Allemagne, 110 % pour la France et l'Espagne, 120 % pour le Portugal, 150 % pour l'Italie. Évidemment, l'État grec, ou même l'État italien, basé sur un capitalisme plus faible et ayant une dette plus importante, n'a pas les moyens financiers de l'État allemand.

Héritage de la crise de 2008 oblige, tous les États ne disposaient pas des mêmes marges de manoeuvre budgétaires... Particulièrement affectée par le virus, l'Italie n'a pu dépenser que 0,9 % de son produit intérieur brut, contre 2,1 % pour l'Allemagne. (Alternatives économiques, juillet)

Les banques centrales des grandes devises mondiales (dollar, euro, yuan, livre, yen...) ne suivent plus depuis

longtemps le « dogme libéral ». La BCE tente d'éviter l'insolvabilité des États-membres les plus faibles, la faillite des banques et des entreprises non financières de la zone euro et l'éclatement de l'UE déjà affaiblie par le départ du Royaume-Uni. Avec la nouvelle crise, la Banque centrale européenne ouvre immédiatement, comme les autres, les vannes d'un crédit illimité.

S'il fallait une preuve que la crise économique et financière provoquée par le confinement sera longue et sévère, la Banque centrale européenne (BCE) l'a apportée, jeudi 4 juin. Elle a de nouveau sorti le bazooka monétaire, annonçant un plan d'achat de dettes de 600 milliards d'euros supplémentaires. Cela vient s'ajouter aux 750 milliards d'euros déjà annoncés à la mi-mars, avec le plan pandémie (PEPP), en plus des quelque 300 milliards annoncés précédemment (plan dit PSPP). Au total, plus de 1 600 milliards d'euros sont sur la table... Jamais l'institution de Francfort n'avait autant fait tourner la planche à billets. (Le Monde, 4 juin)

La volte-face de Merkel

Le 26 mars, lors du Conseil européen, le gouvernement allemand s'oppose encore à un fonds de relance demandé par la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

L'État allemand accepte de compenser partiellement la divergence économique au sein de l'UE par sa contribution, la plus importante, au budget communautaire. Les dépenses de l'UE profitent surtout aux pays à grande activité agricole ou à infrastructures réduites. Mais, spécialement en temps de crise économique, ces transferts se révèlent insuffisants. Le budget de l'UE est en effet limité à 150 milliards d'euros par an (environ 1 % de son PIB).

Fin mars, des groupes capitalistes allemands, des médias bourgeois et des caciques de la CDU s'inquiètent des risques pour la bourgeoisie allemande d'un effondrement de l'UE alors que les impérialismes étasunien et chinois rivalisent dans le monde (voir *Révolution communiste* n° 40, juin 2020) et même sur le continent européen où ils manoeuvrent, ainsi que l'impérialisme russe, à affaiblir l'UE.

Ceux qui attendent et regardent les pays partenaires faire faillite seront accusés plus tard d'être responsables de la désintégration de la zone euro. (Die Spiegel, 29 mars)

En outre, le 5 mai, la Cour constitutionnelle allemande critique les mesures de la Banque centrale européenne de ces dernières années, en particulier les rachats d'obligations émises par les États-membres. Cela pousse la chancelière allemande à se rapprocher du président français afin de tenter de sauver l'UE d'une autre manière.

Un point de vue marxiste sur l'actualité

groupermarxiste.info

framapiaf.org/@gmi

www.facebook.com/Groupe-marxiste-internationaliste-102781168071978

Combats avec les communistes internationalistes !

groupe.marxiste.inter@gmail.com

Bien sûr, nous agissons aussi dans notre propre intérêt. Il est dans l'intérêt de l'Allemagne que nous ayons un marché unique fort, que l'UE devienne de plus en plus unie et qu'elle ne s'effondre pas. Ce qui est bon pour l'Europe était et demeure bon pour nous. (Angela Merkel, *Le Monde*, 26 juin)

Le gouvernement CDU-SPD tourne donc sa veste lors de la rencontre bilatérale du 18 mai à Berlin.

Des tractations laborieuses entre bandits impérialistes

Le 19 juin, le Conseil européen refuse le plan Merkel-Macron proposé par la Commission, vu l'opposition des États « frugaux » ou « radins » : Pays-Bas, Autriche, Suède, Danemark. Le 21 juillet, après quatre jours de négociations, le Conseil européen l'adopte à l'unanimité, moyennant plusieurs modifications.

Il est souligné qu'il s'agit d'une situation « exceptionnelle » (*Next Generation EU*, 21 juillet, A1, A4). La crise n'aurait rien à voir avec des contradictions du capitalisme mondial et européen, elle est attribuée au coronavirus : « la situation économique et sociale due à la crise du COVID-19 » (A1), « les dommages immédiats causés par la pandémie de COVID-19 » (A2), « relever les défis posés par la pandémie de COVID-19 » (A3). Et la Commission n'est pas autorisée à renouveler l'opération.

Contrairement à ce que disent LFI et le PCF, l'enveloppe globale du plan de relance est inchangée, soit 750 milliards d'euros. Il est financé par un emprunt commun : « la Commission est habilitée à emprunter des fonds sur les marchés des capitaux au nom de l'Union à hauteur d'un montant maximal de 750 milliards » (A5). L'UE est classée AAA comme emprunteur par les agences de notation, ce qui permet d'emprunter à un taux très faible.

Par définition, il faudra malgré tout que l'UE rembourse et paie des intérêts aux groupes bancaires. Il est envisagé « d'introduire de nouvelles ressources propres », c'est-à-dire des impôts et droits de douane levés par l'UE elle-même (A29). En attendant, les États-membres, y compris ceux qui ne bénéficieront pas des subventions ou des prêts de l'UE, devront payer. Le partage de l'effort reposera sur la même clé que les contributions au budget (A10), qui sont à peu près proportionnelles au PIB. Les États septentrionaux ont fait du chantage, grâce à la règle de l'unanimité, pour maintenir ou augmenter un rabais sur leur contribution au budget : « Pour la période 2021-2027, des corrections forfaitaires réduiront la contribution annuelle fondée sur le RNB du Danemark, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche et de la Suède » (A30).

Ceux-ci réussissent aussi à réduire certaines dépenses du budget communautaire de 2021 à 2027 dont défense, mais aussi recherche, santé, bourses d'études, politique d'asile...

En outre, les États « frugaux » conduits par Rutte, le premier ministre néerlandais, parviennent à modifier la répartition du plan de relance (A6, A14) : davantage de prêts (360 milliards au lieu de 250 envisagés par la France et l'Allemagne, qui devront être remboursés par les États-membres qui souhaitent emprunter à l'UE) et moins de subventions (390 milliards qui n'ont pas à être remboursés, contrairement à ce qu'affirme LFI, au lieu de 500 prévus).

Les subventions seront affectées en fonction des besoins : « La clé de répartition est, en proportions égales, le critère de la perte de PIB réel observée au cours de l'année 2020 et de la période 2020-2021 » (A16). La Grèce a été peu touchée par le Covid, mais l'Italie devrait percevoir 70 milliards, l'Espagne et la Pologne 60, la France 40 (ce qui devrait financer en partie le « plan de relance » du gouvernement Macron-Castex qui est prévu à 100 milliards d'euros).

Il n'y a pas de condition aux subventions ni aux prêts, contrairement à ceux accordés antérieurement à l'État grec par l'UE et le FMI. Néanmoins, les 750 milliards d'euros sont juridiquement rattachés au budget de l'UE (sur la période 2021-2027 un cumul de 1 100 milliards d'euros), ce qui permet d'afficher un total de dépenses de 1 850 milliards et qui justifie un certain contrôle sur les dépenses des États-membres : « L'autorité budgétaire exerce un contrôle politique, qui doit être défini par un accord entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission » (A11) ; « Les plans pour la reprise et la résilience sont évalués par la Commission dans les deux mois qui suivent leur présentation. L'évaluation des plans pour la reprise et la résilience est approuvée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée » (A19).

Pas avant le printemps 2021

L'Union européenne est loin d'un État fédéral : d'abord, parce qu'elle n'a pas d'armée ni de police (par exemple, la violence exercée, entre autres, sur les gilets jaunes était le fait de la police française sur ordre du gouvernement français) ; ensuite, parce qu'elle ne prélève que marginalement l'impôt ; enfin, à cause de la complexité de ses procédures qui contraste avec la rapidité des États nationaux à aider leurs propres

Pour les États-Unis socialistes d'Europe



2005-2019

brochure CRC n° 22, 2 euros auprès des militants, 4 euros par la poste (adresse p. 19)

capitalistes : ainsi, le processus du plan de relance n'est pas achevé.

Le premier obstacle est la nécessaire approbation par les États-membres (A33), ce qui donne un nouveau levier de négociation aux « frugaux » et aux États qui ne respectent pas les règles démocratiques censées régner dans l'UE (Pologne, Hongrie). Pour 3 États, la signature du gouvernement suffit (Lettonie, Irlande, Slovaquie) ; pour les autres, un vote du parlement national est requis.

Le second obstacle est le vote du budget par le Parlement européen (A32) où les partis bourgeois ont une majorité écrasante mais sont divisés (voir *Révolution communiste* n° 35, juin 2019). Le 23 juillet, le parlement donne un premier avis : il se félicite de la dette commune, « *une avancée historique* ». Néanmoins, il regrette la baisse des dépenses communautaires et le maintien du rabais de la contribution des États au budget (Allemagne) ou leur gonflement (Pays-Bas, Autriche, Suède, Danemark) à travers une motion à l'initiative des partis bourgeois (PPE, RE, Verts/ALE) à laquelle se rallient les partis réformistes (S&D, GUE/NGL) : 456 voix pour, 150 contre, 67 abstentions. Autrement dit, les députés européens PS (qui sont inscrits au groupe S&D), PCF (GUE) et LFI (GUE) ne défendent pas la position du prolétariat européen face aux bourgeoisies, ils adoptent la même position que ceux de EELV (Verts), de LREM (RE) et de LR (PPE).

Troisième obstacle potentiel, la possibilité d'un contrôle des plans nationaux par le Conseil à la majorité qualifiée, arrachée par les Pays-Bas.

Alors que les vingt-sept États de l'Union européenne affrontent une récession historique, le plan de relance ne sera opérationnel qu'à la fin du premier trimestre 2021. (Les Échos, 3 août)

L'échec prévisible des plans de relance

Selon le PCF, « *le plan de relance est sous-dimensionné* » ; selon LFI, il est bien « *loin des 2 000 milliards réclamés par le Parlement européen* ». Donc, pour eux comme pour les autres partis sociaux-impérialistes et l'ensemble des directions syndicales, les plans de relance des économies capitalistes fonctionnent. Ils sont censés profiter aux travailleurs puisque ce qui est bon pour leur capitalisme serait bon pour eux. Tout au plus, il faut les redimensionner, les grossir. Rien n'est moins sûr.

Les aides publiques et le crédit gratuit fourni par les banques centrales vont surtout aux capitalistes, en premier lieu les banques, les grands groupes de l'industrie et des services non marchands. Par contre, qui remboursera ? L'expérience prouve que le fardeau de la dette retombe surtout sur les travailleurs : une fois la crise de 2007-2009 surmontée, les prélèvements obligatoires sur les capitalistes ont de nouveau diminué. Macron et Trump illustrent l'universalité de cette politique.

Si la crise de 2007-2009 avait été causée par l'endettement excessif de familles de travailleurs américains trop pauvres pour acheter leur logement, si la crise de 2020 n'est due qu'à une maladie, il n'y aurait pas besoin de « plans de relance ». Certes, des secteurs économiques souffriraient un temps : dans le premier cas, les sociétés de crédit immobilier et la construction de bâtiments aux États-Unis ; le tourisme, le transport aérien, le spectacle à l'échelle internationale aujourd'hui. Mais l'économie mondiale ne serait pas menacée d'un effondrement.

*Le taux du profit baisse, non parce que le travailleur est moins exploité, mais parce que moins de travail est mis en oeuvre par un capital déterminé... Le progrès de la productivité ne va pas sans un relèvement de la composition du capital, c'est-à-dire d'une diminution de la partie variable relativement à la partie constante. L'action de ces influences contradictoires... s'affirme périodiquement par des crises, qui sont des irrptions violentes après lesquelles l'équilibre se rétablit momentanément. (Karl Marx, *Le Capital*, III, 1865-1885, ES, t. 1, p. 259)*

Les mesures d'urgence des banques centrales, des États, de l'UE, du FMI limitent temporairement l'ampleur de l'effondrement du capitalisme, mais sans résoudre le problème de l'insuffisante rentabilité du capital, du taux de profit mondial. Il y a pléthore de capital au regard de la survalueur issue de l'exploitation de la classe ouvrière mondiale. Les mesures de relance, qui prétendent stimuler artificiellement la reprise capitaliste par une politique monétaire accommodante et par le déficit budgétaire, sont impuissantes.

L'abondance du crédit n'a abouti, après 2009, qu'à la hausse des prix sur les marchés spéculatifs (actions, immobilier, devises, matières premières, produits financiers dérivés...). Vu les flots d'argent qui se déversent aujourd'hui, sauf si la production repart rapidement et conséquemment, la hausse des prix risque de se généraliser au-delà des actifs financiers, surtout si les mesures protectionnistes se multiplient. L'inflation galopante risque de faire son retour, grignotant le pouvoir d'achat des salariés et paupérisant les retraités.

Les conditions d'une expansion vigoureuse sont d'une part que le degré d'exploitation augmente.

L'arrêt de la production met au chômage une partie de la population ouvrière et ainsi place la partie occupée dans des conditions telles qu'elle doit consentir à un abaissement de salaire... (idem, p. 267)

Et, d'autre part que le capital soit dévalorisé ou éliminé de manière significative.

La solution implique une mise en sommeil et même une destruction partielle de capital... (idem, p. 266)

Reste le problème de savoir quelles branches seront touchées et quelles entreprises éliminées.

Cependant, cette perte ne se répartit nullement d'une manière uniforme entre les capitaux particuliers : c'est la concurrence qui opère la répartition. Et, dans cette lutte, la perte se répartit fort inégalement. (idem, p. 266)

La destruction de capital avait été limitée par l'intervention des États qui avaient sauvé leurs banques et leurs groupes automobiles en 2008-2009. Ces interventions expliquent la faiblesse de la phase d'expansion de 2009-2019, qui avait conduit certains économistes à ressusciter la thèse de la « stagnation séculaire », en vogue dans les années 1930, pour la plus grande satisfaction de bien des écologistes.

En 2020, les mesures d'urgence et les plans de relance des États visent à prévenir la faillite des entreprises nationales (ou européennes), pour éviter l'explosion sociale et empêcher que les autres pays impérialistes les supplantent. L'espoir implicite est que les entreprises étrangères, elles, disparaîtront lors de la crise, ce qui explique la multiplication de restrictions aux échanges économiques et l'intensification des rivalités inter-impérialistes.

Mais le crédit bon marché et les aides étatiques ne vont sans doute pas suffire, cette fois-ci, à empêcher l'absorption des entreprises les plus vulnérables par d'autres ou même leur disparition pure et simple. Dans tous les cas, des millions de travailleurs d'Europe et des autres continents vont en faire les frais.

Par rapport au même trimestre de l'année précédente, l'emploi a diminué de 2,9 % dans la zone euro et de 2,7 % dans l'UE au deuxième trimestre 2020. (Eurostat, 14 août)

Rien qu'en France, 600 000 emplois ont été perdus au premier semestre de 2020.

Entre fin mars et fin juin 2020, l'emploi salarié du secteur privé recule de 0,6 %, soit 119 400 destructions nettes d'emploi, après déjà - 497 500 le trimestre précédent. Sur un an, l'emploi salarié privé se replie de 2,5 %, soit -480 800 emplois. (Insee, 7 août)

Pour les États-Unis socialistes d'Europe

Tous les chefs, tous les appareils et tous les intellectuels qui, au sein du mouvement ouvrier, dénoncent l'Union européenne sans avancer la perspective du renversement de « leur » bourgeoisie, de la destruction de « leur » État bourgeois, sans lutter pour la dictature du prolétariat et les États-Unis socialistes d'Europe, trompent les travailleurs et font le jeu des partis xénophobes et fascistes.

Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale du prolétariat... La tâche est de libérer le prolétariat de la tutelle intellectuelle de la bourgeoisie, qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste... La patrie des prolétaires, c'est l'Internationale. (Rosa Luxemburg, « Principes directeurs », mars 1916, *OEuvres* t. 4, Agone & Smolny, p. 208-209)

Il n'est pas de sauveur suprême : les travailleurs ne peuvent avoir confiance ni dans l'UE, ni dans « leur » État. Ils doivent défendre, collectivement et pied à pied, dans les lieux de travail et les quartiers populaires, dans leur syndicat et dans les assemblées générales, l'emploi, le salaire, le temps de repos et de loisirs, l'accès à la prévention et aux soins, le logement décent et bon marché, le droit d'étudier et de se former gratuitement, l'environnement, etc.

Dans les pays avancés, le capital a débordé le cadre des États nationaux... Voilà pourquoi, en Europe occidentale, s'inscrit à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement des gouvernements capitalistes, pour l'expropriation de la bourgeoisie. (Vladimir Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », février 1916, *Questions de la politique nationale*, Progrès, p. 155)

23 août 2020

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

**ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE**

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Adresse électronique@.....



Biélorussie : comment l'emporter ?

La crise en Biélorussie s'inscrit pleinement dans l'instabilité croissante de la situation mondiale. Comme dans beaucoup d'autres pays, dont la Russie (dans le district fédéral extrême-oriental) et la Bulgarie, les masses se mobilisent contre un pouvoir autocratique.

Lukachenko avait gravi tous les échelons de la carrière d'un apparatchik stalinien avant la dislocation de l'URSS et la restauration du capitalisme par la bureaucratie. Il est élu Président en 1994 en faisant campagne contre la corruption et pour en finir avec la mafia, ce qui lui permettra d'évincer tous ses rivaux et de mettre en place sa propre mafia en installant tous ses obligés, voire sa famille, dans l'appareil d'État. Il est réélu sans discontinuer, au prix de diverses manoeuvres antidémocratiques et bourrages des urnes en 2001, 2006, 2010 et 2015, entraînant à chaque fois des manifestations de protestation.

Naviguant entre le maintien de grandes entreprises d'État et la privatisation d'une partie de l'économie, étroitement dépendante du capitalisme russe qui représente plus de 50 % des échanges commerciaux et détient plus de 50 % de la dette publique, Lukachenko avait maintenu certains acquis datant de la période de l'URSS pour la classe ouvrière : santé publique, emplois stables, éducation, etc.

Début août 2020, il se présente à nouveau à l'élection présidentielle, après avoir emprisonné un de ses concurrents et interdit à d'autres de candidater. Mais les procédés antidémocratiques dont le personnage est coutumier se combinent cette fois avec les effets de la crise capitaliste mondiale qui touche la Biélorussie. Poutine, dont les moyens économiques fondaient déjà avec le prix de pétrole et la guerre en Syrie, avait déjà réduit les subventions de la Russie à la Biélorussie. La dégradation économique a eu comme conséquences la baisse des salaires réels, l'apparition du chômage, la remise en cause des conditions de travail, le remplacement des emplois stables par des contrats précaires, etc. Elle rend la réélection de Lukachenko beaucoup plus problématique. Son principal opposant emprisonné, l'épouse de celui-ci, Svetlana Tikhanovskaïa, s'est présentée à son tour contre lui et rassemble les espoirs, et les illusions aussi, de se débarrasser du dictateur par la voix des urnes.

Le 7 août, Lukachenko est déclaré vainqueur avec 80 % des voix. La fraude est si grossière que des manifestations éclatent pour demander l'annulation des élections et le départ de Lukachenko. Elles grossissent de jour en jour. Immédiatement c'est la répression, les arrestations par centaines, le tabassage des manifestants emprisonnés, les tirs à balles réelles. Les premiers jours, la police assassine trois manifestants : le 10 août, Alexandre Taraïkovski, tué par balles, à Minsk ; le 12 août, Alexandre Vikhor, à Homiel dans une camionnette des forces de sécurité ; le 19 août,

Guennadi Choutov, tué par balles, à Minsk. Les manifestants reviennent plus nombreux encore. Le dimanche 16, qu'ils se rassemblent à Minsk par centaines de milliers. La fait marquant est l'irruption de la classe ouvrière qui commence à se rassembler avec ses méthodes, les assemblées générales et la grève, contre le dictateur.

Le 17 août, plus de 30 grandes entreprises sont en grève, dont MTZ, l'usine emblématique de tracteurs, les mines de potasse, les usines d'engrais, etc. et il y a des appels à la grève générale, à l'échelle nationale. Le jour même, le président débarque en hélicoptère dans l'usine MTZ pour défendre sa politique, mais il est hué par les ouvriers qui lui crient « *Pars, pars !* ». Il répond, bravache : « *vous pouvez toujours crier* » et tourne les talons... Les ouvriers de MTZ vont même confectionner une banderole qui dit en réponse à Lukachenko : « *Nous ne sommes ni des moutons, ni des veaux, ni 'tes petits' - nous sommes les travailleurs de MTZ, et nous ne sommes pas une vingtaine mais 16 000.* »

Toutefois, il n'y a pas la grève générale, mais des grèves. Il y a des assemblées générales, mais pas de comité central de grève, parfois des comités de grève, parfois des collectifs. Pour vaincre la peur des licenciements dont la menace est ouvertement brandie par Lukachenko à l'encontre des grévistes et qu'il met déjà en oeuvre contre les plus engagés, pour entraîner la masse des ouvriers dans la grève générale, il faut une orientation politique claire.

Mais qui dirige l'opposition à Loukachenko ? Ce n'est pas la classe ouvrière, mais une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui appelle la classe ouvrière à les soutenir comme une force d'appoint pour servir leurs propres objectifs. En effet, l'opposition s'est dotée le 14 août d'un conseil de coordination, qui comprend 70 membres, non élus, mais désignés pour leur « *représentativité* » émanant de « *milieux d'affaires, de la justice, des sportifs, de la société civile* » dont l'éclectisme va jusqu'à y intégrer d'un côté un ancien ministre et ambassadeur démissionnaire de Lukachenko et de l'autre un représentant des travailleurs de l'usine MTZ. Et le programme de ce conseil est de rester dans la « *légalité* » : il faut discuter avec Lukachenko pour obtenir de nouvelles élections... De cette orientation, découle l'illusion du pacifisme qui anime nombre de manifestants déposant des fleurs aux pieds des forces de répression alors que, s'il y a bien eu quelques défections, l'essentiel des troupes reste solidement tenu par le pouvoir et distribue les coups de matraque.

Conforté par une opposition aussi pusillanime, Lukachenko peut bien parader avec un fusil d'assaut et un gilet pare-balles, continuer à réprimer à tour de bras

tout en bavardant sur de futures modifications constitutionnelles. Il n'a d'ailleurs aucunement l'intention de négocier, traitant ses opposants de « rats » et de « criminels ».

Mais ni la direction de l'opposition ni Lukachenko ne maîtrisent totalement la situation. Dimanche après dimanche, les manifestations par centaines de milliers occupent Minsk. C'est pourquoi Lukachenko a fait appel à Poutine. Celui-ci a déclaré que la Russie n'était pas indifférente à ce qui se passait en Biélorussie et qu'une réserve d'agents des forces de l'ordre avait été constituée pour intervenir si les « forces extrémistes » franchissaient certaines limites : « mettre le feu à des voitures, des banques, des maisons, tenter de se saisir de bâtiments administratifs... ». L'impérialisme russe craint en effet deux choses : d'une part que la mobilisation en Biélorussie ne fasse tache d'huile en Russie même, alors que le régime fait face actuellement à des manifestations à l'est (Khabarovsk, Komsomolsk-sur-Amour, Nikolaïevsk-sur-Amour, Novossibirsk, Vladivostok et Omsk) et fait empoisonner l'opposant Alexei Navalny, et d'autre part que les autres impérialismes, américain, allemand et français notamment, n'en profitent pour le bousculer de sa position dominante en Biélorussie.

Mais les bourgeoisies occidentales, déjà empêtrées dans la crise et ayant des intérêts divergents, restent très prudentes à ce stade, se prononçant pour un dialogue entre l'opposition et Lukachenko, contre une intervention russe dans les affaires intérieures de la Biélorussie et pour des sanctions pouvant toucher les avoirs financiers des principaux dirigeants biélorusses. Et les grèves des travailleurs inquiètent tant les bourgeoisies occidentales que la russe.

La menace d'une intervention russe, bien que lourde de conséquences pour Poutine lui-même, ne peut être écartée d'un revers de main comme le fait la dernière représentante des trois figures de proue de l'opposition encore à Minsk, dans une déclaration où la naïveté le dispute à l'ignorance : « je n'imagine pas qu'un pays puisse envoyer des troupes pour soutenir un dictateur faible » (Maria Kolesnikova, *Le Monde*, 29 août 2020).

Loukachenko déclare que tous les enseignants devraient soutenir l'idéologie de l'État et le gouvernement expulser de nombreux journalistes étrangers, sauf ceux de la chaîne de télévision poutinienne Russia Today qui pullulent désormais. Le dimanche 30 août, pour la 3^e fois, des dizaines de milliers de personnes défilent dans les rues. Le 1^{er} septembre, des centaines d'étudiants manifestent à Minsk contre le régime, à l'occasion de la rentrée universitaire.



Soudan, Irak, Algérie, Cachemire, Liban, Mali, Thaïlande, Biélorussie. Pour ne citer que les plus récents, ces soulèvements des masses contre un pouvoir corrompu et autocratique ont bien sûr chacun leurs fortes spécificités, mais cependant une caractéristique commune déterminante : tant que des fractions de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie en assureront la direction, ils resteront sur une ligne legaliste et électoraliste impuissante à changer fondamentalement l'ordre ancien, même s'ils peuvent obtenir ici ou là quelques aménagements plus ou moins cosmétiques. La classe ouvrière doit s'organiser sur ses propres revendications, qui incluent toutes les questions démocratiques (dont la fin de la répression, la libération des emprisonnés, l'abandon des poursuites judiciaires) mais ne s'y limitent pas, et ses propres objectifs dont le plus important est la prise du pouvoir, la destruction de l'État bourgeois, la constitution d'un gouvernement ouvrier. L'organisation des travailleurs ne peut emprunter que le meilleur des méthodes du mouvement ouvrier forgées dans la lutte : la grève générale, un service d'ordre pour protéger les manifestations et les grèves, les comités élus et révocables par les assemblées générales, la centralisation politique de la lutte dans un comité central des comités d'entreprises et de quartiers, l'armement du prolétariat... À ces conditions, la classe ouvrière peut devenir l'élément déterminant de la mobilisation et l'amener à la victoire.

En Biélorussie, les masses combattent courageusement. Il leur faut la solidarité des travailleurs, en particulier ceux de Russie, des États baltes, de la Pologne et de l'Ukraine. Il faut que la classe ouvrière, au lieu d'être une force d'appoint (hier de Lukachenko, aujourd'hui de Tikhonovskaïa), rompe avec toutes les fractions de la bourgeoisie, prenne la tête de la lutte contre le tyran et contre toute immixtion impérialiste (de l'ouest comme de l'est) et trace une voie socialiste qui sera imitée en Russie, en Ukraine, en Pologne... Il lui faut l'outil indispensable pour vaincre : un parti révolutionnaire.

2 septembre 2020

États-Unis : la campagne présidentielle va-t-elle réussir à canaliser le mécontentement populaire ?

Une crise inédite depuis 1929

L'élection présidentielle américaine aura lieu le mardi 3 novembre, alors que les États-Unis sont confrontés à une triple crise, sanitaire, économique et politique, ce qui diminue les chances de Trump, le président (Parti républicain, PR) qui postule à sa réélection, et augmente celles de Biden, le candidat de l'autre grand parti bourgeois (Parti démocrate, PD).

Le président a découragé le port du masque et le gouvernement a notoirement mal géré l'épidémie de coronavirus (185 000 morts), qui frappe plus particulièrement les travailleurs peu qualifiés, les pauvres, les Noirs, les Amérindiens et les Latinos.

Frappé de plein fouet par la crise capitaliste mondiale, aggravée par la pandémie nationale, le PIB chute de près de 9,5% depuis un an, de 31,7 % au second trimestre par rapport au précédent. La banque centrale, la Fed, maintient des taux directeurs très bas (entre 0 % et 0,25 %). Le Congrès (Sénat et Chambre des représentants) décide du budget. Par accord entre les deux partis parlementaires, l'État fédéral injecte en mars 2 200 milliards de dollars dans l'économie, puis presque 500 milliards en avril. 170 milliards vont aux chômeurs, moins aux hôpitaux, le reste aux capitalistes. Actuellement, le PR et le PD négocient au Congrès un nouveau plan d'aide entre 1 000 (PR) et 3 000 milliards de dollars (PD). Le déficit public dépasserait 3 100 milliards de dollars (16 % du PIB).

Le taux de chômage officiel est de 10,2 % de la population active. De nombreux plans de licenciements concernant des dizaines de milliers de travailleurs sont annoncés dans divers secteurs. L'allocation chômage exceptionnelle de 600 dollars par semaine, décidée en mars, expire à la fin juillet. Le président américain signe plusieurs décrets le 8 août, dont la suspension des cotisations sociales et 400 dollars hebdomadaires pour les chômeurs (300 fédéraux et 100, facultatifs, des États).

La paupérisation d'une partie de la population stimule la lutte contre les violences policières et le racisme. La mobilisation antiraciste et antipolicière divise la représentation politique de la classe capitaliste et même l'appareil d'État.

L'impasse de l'anarchisme et de la politique identitaire

Le 26 mai, l'assassinat de George Floyd, un Américain noir, par la police municipale de Minneapolis (Minnesota), entraîne d'importantes manifestations qui ont un caractère multiracial net d'autant que la police

est particulièrement agressive envers les Noirs quand ils sont pauvres. D'ailleurs, si 25 % des victimes de violences sont « noires », 40 % sont « blanches », 16 % « latinos ». Ils sont des mêmes classes sociales.

Comme le capitalisme américain a engendré non seulement une classe ouvrière, mais des dizaines de millions de déclassés, les manifestations s'accompagnent parfois de pillages et de destructions nihilistes. Le sénateur du Minnesota Tim Walz (Parti démocrate) en tire prétexte pour appeler la garde nationale à rétablir l'ordre, tandis que Trump veut faire intervenir l'armée, ce que l'état-major refuse pour des raisons d'opportunité. Mais la faiblesse politique du mouvement, en l'absence de parti ouvrier révolutionnaire, est exploitée par l'État et les deux partis bourgeois.

La conduite des manifestations est disputée entre les « antifas », des anarchistes qui se limitent aux affrontements avec l'appareil répressif de l'État sans aucune capacité ni volonté de s'adresser à la classe ouvrière et Black Lives Matter (BLM), un mouvement exclusivement noir, qui s'oppose à toute jonction avec les exploités et les autres opprimés, y compris Amérindiens et Hispaniques. En 2016, BLM, dont l'absence de démocratie interne donne tout pouvoir à ses dirigeants, a reçu 100 millions de subventions de la fondation Ford et d'autres organisations caritatives. Il dévie la protestation populaire vers les coupes dans le budget des polices locales, sans dire ce qui les remplacera (police fédérale ou milice du peuple ?), et le déboulonnage de statues.

La stratégie identitaire de l'opposition de tous les Noirs à tous les Blancs, comme celle de l'opposition de toutes les femmes à tous les hommes, mène la majorité (les exploités et les plus opprimés) à une impasse. Seule une minorité de Noirs, à la fin du 20^e siècle, a accédé à la petite bourgeoisie (cadres, professions libérales) et à la bourgeoisie (petits et grands capitalistes, postes étatiques les plus élevés). Durant la même période, la majorité des Noirs a subi, en compagnie de millions de Latinos et de « Blancs », la désindustrialisation pratiquée par les capitalistes, la diminution des prestations sociales et l'aggravation de la politique répressive menée par les deux partis bourgeois. En outre, Trump retourne la politique identitaire contre le PD en lui opposant « l'identité » des travailleurs manuels blancs et parvient ainsi à diviser les exploités.

Si l'oppression des Noirs ne se réduit pas à l'exploitation capitaliste, la possibilité de leur émancipation, comme la libération des femmes, comme la préservation de

l'environnement, sont liées à la lutte des classes. Il faut ouvrir une perspective politique globale guidée par le marxisme, celle de la révolution sociale et du socialisme mondial.

Trump et Biden contre l'autodéfense des manifestants antiracistes

Les manifestations se poursuivent dans plusieurs villes, notamment à Portland (Oregon) où, une seule fois, au début, l'une d'entre elles donne lieu à des pillages. Les manifestants se défendent, à juste titre, contre la police et les fascistes en armes qui les agressent. Trump multiplie quotidiennement, entre deux parties de golf, les invectives envers les manifestants, la ville et les élus (PD), avec l'appui de la chaîne de télévision Fox News. Le 4 juillet, quelques centaines de personnes, à l'appel d'un groupe nationaliste noir (Not Fucking Around Coalition), arborent des armes à Stone Mountain (Géorgie). Au même moment, le président envoie la police fédérale, officiellement pour protéger les statues et les bâtiments fédéraux, en fait pour écraser la protestation. Des vidéos montrent ces agents en treillis sans identification circulant dans des véhicules banalisés qui enlèvent des manifestants.

Le mouvement reprend le 25 août quand la police municipale de Kenosha (Wisconsin) tire 7 balles sur un Noir désarmé, Jacob Blake. En prétextant protéger des biens lors de l'émeute des jours suivants, le membre d'une milice pro-Trump tue deux personnes qui manifestaient dans la rue de la ville et en blesse une autre, sans que la police l'arrête. Le 28 août, à Lafayette (Louisiane), la police de l'État assassine Trayford Pellerin, un Noir désarmé, de 11 balles. Le 30 août, à Portland, un membre de Patriot Prayer, des fascistes qui intimident et agressent les manifestants, est tué.

Le président éructe contre « *les pillages, les incendies criminels, la violence et l'anarchie dans les rues américaines* » et annonce qu'il envoie « *des policiers fédéraux et la garde nationale à Kenosha pour rétablir la loi et l'ordre* » (26 août). Le candidat démocrate renvoie dos à dos les manifestants qui se défendent et les nervis qui les attaquent.

Tirer dans les rues d'une grande ville américaine est inacceptable. Je condamne la violence de toute sorte de la part de quiconque, de gauche comme de droite... Nous ne pouvons pas devenir un pays en guerre contre lui-même, un pays où on tue un compatriote qui ne pense pas comme vous, un pays où on se venge les uns contre les autres. (Joe Biden, USA Today, 31 août)

Deux candidats de la bourgeoisie impérialiste

Le Parti républicain a investi comme candidat le capitaliste et président sortant Trump (74 ans) tandis

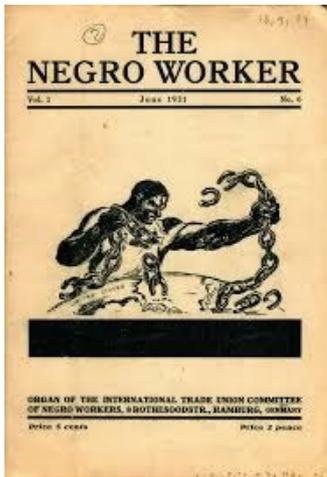
que le Parti démocrate a écarté le « socialiste » Sanders et choisi l'ancien vice-président d'Obama malgré son âge (il aurait 78 ans à l'investiture). Il est flanqué de la très réactionnaire Kamala Harris comme candidate à la vice-présidence. Biden est lui-même connu pour avoir pendant 36 ans tenté de doubler le PR sur sa droite et en particulier pour avoir patronné le programme d'incarcération massive de l'État fédéral. Les États-Unis sont restés un pays bien plus violent, criminel et délinquant que les autres pays impérialistes, tout en quintuplant en 30 ans le nombre de détenus, dont les trois-quarts sont classés noirs ou latinos. Le candidat du PD est un sioniste enthousiaste ; il a voté au Sénat pour l'invasion étasunienne de l'Afghanistan en 2001, de l'Irak en 2002 ; comme vice-président, il a soutenu les tentatives de renversement du régime nationaliste au Venezuela et la guerre de l'Arabie saoudite au Yémen en 2015.

La campagne, comme de coutume, est plus basée sur les attaques personnelles que sur le bilan et le programme. Comme d'habitude, les deux candidats s'affichent comme de dévots chrétiens. Par contre, certaines traditions sont bafouées : l'ancien président Obama (PD), qui vit dans un manoir d'une valeur de 14 millions de dollars, se jette dans l'arène politique, faisant fi de la retenue habituelle des anciens présidents ; quant au président en exercice, il utilise la Maison blanche comme lieu de campagne électorale. Cependant, ses tentatives de faire réprimer les manifestations par l'armée, de faire annuler les votes par correspondance et de reporter la date de l'élection échouent. Trump ne se donne même pas la peine de présenter un programme pour la campagne.

Il est vrai que les programmes électoraux, tant ceux du PR que du PD, ne sont que des discours creux, axés sur le nationalisme et empreints de religion chrétienne. À l'extérieur, Trump veut poursuivre sa politique

Portland, 17 juillet / photo Dave Killen





journal de l'ITUCNW (1928-1937),
membre de l'Internationale
syndicale rouge

d'immixtion et de menace militaire, conforme à celle menée par tous ses prédécesseurs (soutien au Brexit, blocage des migrants au Mexique, tentative de coup d'État au Venezuela, blocus de l'Iran, soutien à la colonisation de Jérusalem, etc.). Il met à sa botte le Parti républicain, qui a toujours joué au « parti de l'ordre » mais qui était plutôt néolibéral et libre-échangiste en matière de politique

économique. Trump lui fait avaliser le protectionnisme (pressions sur la Chine, le Canada, l'Allemagne ...).

De son côté, Biden s'en tient au dispositif limité de dépenses publiques de santé qui profite aux compagnies d'assurances, il refuse l'interdiction de la fracturation hydraulique pour extraire les hydrocarbures, il veut un « plan de relance » économique de 700 milliards de dollars centré sur la production nationale. Il annonce une politique extérieure contre la Russie et surtout la Chine que rien ne différencie de celle menée par son rival.

Le fascisme imminent ?

Pourtant, le « socialiste » Sanders, les anciens dirigeants de la « nouvelle gauche » (SDS) des années 1970, l'organisation stalino-maoïste RCP et le groupe révisionniste du trotskysme LRP appellent à voter Biden-Harris. La plus grosse organisation réformatrice, les Democratic Socialists of America, qui reste dans le Parti démocrate, appelle comme son concurrent en déclin, le Communist Party USA, à voter contre Trump.

Le site lié aux DSA continue à semer l'illusion que le gouvernement américain, s'il est démocrate, peut évoluer favorablement sous la pression des masses.

Harris, et dans une moindre mesure Biden, ont tous deux montré une propension limitée mais encourageante à faire des gestes vers la gauche sous la pression. Les conditions actuelles sans précédent, associées à la puissance encore faible mais croissante de la gauche américaine, font que les quatre prochaines années ne sont pas nécessairement condamnées à être une répétition des années Obama. (Jacobin, 12 août)

Le principal héritier du stalinisme prétend, pour se justifier, que des bulletins de vote vont déjouer la menace fasciste.

Il y a plusieurs signaux de fascisme rampant dans les actions du gouvernement Trump : grignotage des

droits constitutionnels, mépris des normes de la vie politique américaine, destruction des institutions démocratiques... Ces actions sont déjà odieuses, mais la menace d'un fascisme à part entière annonce pire. Comme Michele Obama l'a dit dans son discours à la convention du Parti démocrate : « Cela peut tourner mal ». Le vote massif contre Trump est décisif pour empêcher le fascisme. (CPUSA, 3 septembre)

Les institutions sont-elles si démocratiques ? Non seulement les deux partis sont étroitement liés aux grands groupes capitalistes, mais, sur les 5 dernières élections, 2 présidents (PR) ont été élus avec moins de voix que leur rival (PD) grâce à la constitution. En outre, de nombreux travailleurs peu qualifiés sont écartés du droit de vote (travailleurs immigrés, privation massive des droits civiques par les tribunaux...) ou sciemment découragés de voter.

N'en déplaise aux démagogues bourgeois du PD et à leurs larbins pacifistes des DSA et du CPUSA, le fascisme ne peut être écrasé par des bulletins de vote. Et, parce qu'il n'y a pas eu de révolution, de menace sur sa domination de la société, aucune fraction significative de la classe capitaliste ne fait, à cette étape, le choix d'un coup d'État. Aucun mouvement contre-révolutionnaire armé n'a émergé, pour l'instant, à l'échelle du pays. Cela donne un délai à la classe ouvrière, aux femmes travailleuses et aux minorités « raciales ». Pour qu'elles puissent en profiter, il faut que les travailleurs créent leur propre parti, un parti qui prendra la tête des luttes contre toutes les oppressions.

Pour un parti ouvrier de masse indépendant de la bourgeoisie

La bourgeoisie américaine n'est plus progressiste depuis la guerre civile (1861-1865), l'assassinat de Lincoln (PR) et la Reconstruction (1865-1877). Contre les deux partis bourgeois et impérialistes, il faut construire un parti des travailleurs qui prépare la destruction de l'État bourgeois, l'expropriation du grand capital, la prise du pouvoir des travailleurs, la planification consciente de l'économie.

À cause de la dégénérescence de l'Internationale communiste et du CPUSA consommée dans les années 1930, de celle de la 4^e Internationale et du SWP dans les années 1960, il n'y a plus depuis longtemps d'organisation ouvrière révolutionnaire d'envergure nationale, capable de prendre la tête des luttes (et de présenter des candidats).

En 1934, la bureaucratie de l'URSS a fait sombrer les partis communistes des pays impérialistes dans le nationalisme et les fronts populaires. Le Parti communiste américain (CPUSA), depuis, soutient le Parti démocrate et mène une « politique identitaire »,

en additionnant des mouvements laissés à leur direction petite-bourgeoise et bourgeoise. Dans les années 1950, c'était la trilogie de la race, du genre et de la classe, tous trois mis sur le même plan ; depuis les années 1970, la liste s'allonge sans fin.

Le Parti socialiste des travailleurs (SWP), à partir du moment où il s'aligne sur le castrisme (1961-1963), suit la voie réformiste tracée par le CPUSA. Comme celui-ci, le SWP et son organisation de jeunesse YSA orientent le mouvement contre la guerre du Vietnam (NPAC) de manière à y intégrer une aile du Parti démocrate. Le SWP adhère au féminisme bourgeois et capitule devant le nationalisme noir, tout en prenant soigneusement ses distances par rapport au mouvement issu des ghettos qui se radicalise et prône l'autodéfense, le Parti des panthères noires (BPP).

La lutte contre l'oppression et la répression ne peut être victorieuse que sous hégémonie prolétarienne. Face à la crise sanitaire et économique, à la paupérisation et à la

montée du chômage, à la violence de la police et des bandes fascistes encouragées par un ploutocrate mal élu, les noyaux révolutionnaires doivent se regrouper au plus vite, en lien avec l'avant-garde internationale.

Il faut un levier politique pour exiger que les syndicats des centrales AFL-CIO et CtW, que les DSA et BLM rompent avec tous les partis politiques de la bourgeoisie, défendent les minorités ethniques et leur droit à l'autodéfense, expulsent de leurs rangs les organisations de membres des appareils répressifs publics et privés, sauvegardent et étendent les droits des femmes, reprennent les revendications élémentaires des travailleurs salariés : maintien des emplois et des salaires, baisse du temps de travail avec embauche, pensions de retraite décentes, suspension des loyers, gratuité des soins, enseignement de qualité pour tous, gratuité des études supérieures...

3 septembre 2020

Irlande : même battus, les vieux partis bourgeois gardent la main

Les partis traditionnels de la bourgeoisie irlandaise (Fianna Fáil, FF, et Fine Gael, FG) ont, pour la première fois dans l'histoire de la République (indépendante depuis 1922), perdu les élections générales le 8 février, avec respectivement 22,2 et 20,9 % des voix, au profit de Sinn Féin (SF), le parti longtemps soutien de l'IRA qui a obtenu 24,5 % [voir *Révolution communiste* n° 39]. Contrairement à l'Irlande du nord, où SF dirige avec le réactionnaire et pro-britannique DUP, et malgré les intentions explicites des dirigeants de SF d'administrer le capitalisme aux côtés de l'un des vieux partis de la bourgeoisie, ceux-ci ont préféré le 26 juin lui tourner le dos. FF et FG ont formé une coalition entre eux, ce qui constitue également une première historique, ainsi qu'avec un petit parti écologiste, le Green Party (GP, 7 % des voix), avec à leur tête Micheál Martin, dirigeant de FF (en alternance avec Leo Varadkar, dirigeant FG et ancien premier ministre). Ils ont également obtenu le soutien de quelques députés « indépendants » parmi les plus réactionnaires.

Le programme de la coalition ne laisse pas de doute sur son caractère bourgeois, avec une légère teinte verte, puisque l'objectif de réduction annuelle des émissions de carbone est fixé à 7 % (7,6 % pour les accords de Paris). Cela n'a pas empêché qu'à quelques semaines d'intervalles, le vice-premier ministre Simon Coveney, nommé depuis ministre de la défense, affirme que « la réduction de 7 % de l'émission de carbone va décimer l'Irlande paysanne et rurale » (*The Irish Examiner*, 1^{er} mai), et la directrice adjointe du GP Catherine Martin prétend qu'il s'agit du « meilleur Green Deal de l'histoire du pays » (*The Irish Times*, 18 juin). En outre, est maintenu le statut de paradis fiscal du pays : ni hausse de l'impôt sur les sociétés, ni progressivité de l'impôt sur le revenu mais des baisses d'impôt pour les plus riches et une taxe carbone.

Pour justifier sa participation au gouvernement et nourrir des illusions Eamon Ryan, dirigeant du GP, présente le programme de gouvernement comme un « document de gauche » (*The Irish Examiner*, 22 juin). Le GP a déjà fait ses preuves au service de la bourgeoisie en gouvernant avec FF entre 2007 et 2011, participant à des attaques violentes contre la santé, l'éducation... Cette politique a été poursuivie les neuf années suivantes par FG, avec des attaques similaires contre les travailleurs, les systèmes publics de logement et de santé, qui ont notamment donné lieu à des grèves massives d'infirmières. Le taux de contamination au Covid-19 parmi les travailleurs de la santé (obligés de porter leur propre équipement de protection) est d'ailleurs le plus élevé au monde (*The Irish Times*, 23 juin). En outre, l'investissement devrait diminuer d'un tiers et le chômage atteindre 17 % d'ici la fin de l'année, d'après l'Institut de recherche économique et social.

Les travailleurs et paysans d'Irlande n'ont à attendre de ce gouvernement que des coups. À bas le gouvernement FF-FG-GP ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan !

15 juillet 2020

Note de lecture : Thomas Piketty, *Capital et idéologie*

Thomas Piketty présente *Capital et idéologie* (Seuil, septembre 2019, 25 euros) comme « *s’articulant avec son ouvrage précédent* », *Le Capital au XX^e siècle* (p. 16), dans lequel il propose, au nom d’un objectif de réduction des inégalités, de sauver le capitalisme avec de nouveaux rapports de distribution, comme le fit Keynes entre-deux guerres et, avec un moindre succès, la théorie de la régulation à la fin des années 1970 [voir *Révolution communiste* n° 9, janvier 2015].

Plus encore que celui de 2014, le livre est une somme (1 200 pages), le champ d’investigation géographique et historique est plus large, il est très bien documenté, fort de nombreux graphiques et tableaux, l’auteur expose ses arguments de manière très claire et n’hésite pas à exprimer des doutes. Il trace une histoire du capitalisme à travers une étude détaillée de l’évolution des inégalités dans le monde depuis plus de deux cents ans. Il s’exprime en termes de classes sociales – nous constaterons que celles de Piketty n’ont pas la même signification que celles que l’on trouve chez Marx, Engels...-, qu’il articule dans une analyse historique du développement de l’humanité sous formes de sociétés trifonctionnelles : d’une part la classe dominée et d’autre part deux branches de la classe dominante, l’une détenant le pouvoir économique et militaire, l’autre détenant le pouvoir spirituel et idéologique. On retrouve ici la fonction de superstructure idéologique visant à légitimer les rapports sociaux. La question qu’il pose est donc d’interroger comment l’organisation trifonctionnelle des sociétés a pour rôle de justifier les inégalités, de tout temps et partout : « *Chaque société humaine doit justifier ses inégalités : il leur faut trouver des raisons, faute de quoi c’est l’ensemble de l’édifice politique et social qui menace de s’effondrer* » (p. 13). Il semble s’appuyer sur une conception de l’histoire dans laquelle il conçoit une « *continuité entre les logiques esclavagistes, coloniales et propriétaires* » (p. 266), chacune fonctionnant sur un mode trifonctionnel. Cette conception n’est pas matérialiste mais à l’inverse idéaliste. Ce livre donne corps à un projet réformiste, dans lequel le capital est fétichisé au lieu d’incarner des rapports sociaux.

Un objectif politique réformiste contre le communisme

En entretenant la mythologie de la possibilité d’une phase de croissance importante, similaire à celle qu’a connue le monde capitaliste dans les années 1950 et 1960, l’objectif théorique du livre est clairement de dégager les fondements d’une doctrine visant à justifier le capitalisme. Si ses parents militaient à LO, faire une

carrière universitaire implique des choix différents ; il a été assez tôt (années 1990) associé aux courants les plus droitiers du Parti socialiste, aux côtés de Michel Rocard et Dominique Strauss-Kahn, de la Fondation Saint-Simon fondée par François Furet... et si ses positions sont à présent moins ouvertement antimarxistes que celles de sa jeunesse, il en reste fort éloigné, malgré les titres de ces deux ouvrages qui font référence à l’oeuvre économique de Marx. S’il évoque des classes sociales, ce ne sont pas non plus celles de Marx, réduisant le champ politique à des luttes politiciennes entre quatre courants : « *internationalistes-égalitaires* » (pro-immigrés, pro-pauvres)... « *nativistes-inégalitaires* » (anti-immigrés, pro-riches)... « *internationalistes-inégalitaires* » (pro-immigrés, pro-riches) et... « *nativistes-égalitaires* » (anti-immigrés, pro-pauvres). (pp. 915-916).

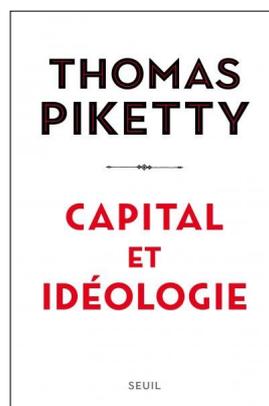
Il se sent plus proche du premier courant, auquel il associe le PS et La France insoumise. Il a d’ailleurs fait campagne pour le candidat du PS en 2012 et en 2017. Les cadres des partis ouvriers-bourgeois ont compris qu’il est des leurs : Laurent Baumel (PS) voit Piketty comme un intellectuel critique incarnant « *un réformisme fidèle à ses valeurs* ».

Ses propositions ne sont certes pas révolutionnaires, mais par rapport à l’existant, leur mise en oeuvre serait déjà énorme. Depuis la sphère sociale-démocrate modérée, il remet tout de même en cause l’héritage et l’idée selon laquelle on mérite entièrement ce qu’on a accumulé. (Guillaume Balas, coordinateur national de Génération.s)

Nous ne proposons pas de fusionner impôt sur le revenu et CSG, mais le principe intellectuel était identique : en faire des impôts individualisés et fortement progressifs, avec une dotation forfaitaire par enfant pour contrecarrer les effets injustes du quotient familial. (Liêm Hoang-Ngoc, LFI)

Une telle approbation de la part de courants réformistes va de pair avec l’offensive des zéloteurs de Macron qui oeuvrent sur France Inter, dans laquelle ses propositions sont qualifiées de « *liberticides* », « *excessives* », « *confiscatrices* » et « *spoliatrices* », ce qui est instructif du contrôle idéologique exercé par le gouvernement sur l’un des principaux médias. Mais les deux positions ne sont que les deux termes d’une alternative qui, selon les circonstances, s’inscrivent fondamentalement dans la défense de la bourgeoisie.

Il ne s’agit en effet que de renforcer la progressivité de l’impôt sur le revenu et d’instaurer une taxe sur le



capital, à savoir assurer la paix sociale en achetant l'aliénation avec une réduction des inégalités. La perspective qu'il dessine est celle d'un « *socialisme participatif* », comme une troisième voie entre l'« *hypercapitalisme* » et l'« *hypercentralisation étatique* » (p. 674) qu'il associe à la révolution de 1917, dont il juge « *l'idéologie... relativement fruste* » et dont les « *échecs conduisirent à une fuite en avant de plus en plus répressive* » (p. 704). Il a en revanche besoin de « *recettes... pour les marmites de l'avenir* » (*Le Capital*) puisqu'il reproche à « *Marx et Lénine... de n'avoir pas proposé avant la prise de pouvoir de 1917 de solutions précises* » (p. 675) et il attribue les victoires idéologiques de la bourgeoisie, « *le nouveau récit hyperinégalitaire... au désastre communiste* » (p. 15). Il s'agit de rendre acceptable le capitalisme. Là est le coeur de l'approche de Piketty qui envisage de modifier les rapports de répartition sans se soucier des rapports de production, comme si la seule raison de l'inégalité tenait à des différences de distribution. À vrai dire le livre de Piketty parle de capital sans exploitation et d'idéologie sans superstructure.

Un capital sans exploitation

Il est favorable à la cogestion, avec une redistribution du capital, tout en en laissant la part la plus importante au patronat. Cependant le capital pour Piketty n'est pas un rapport de production, il est fétichisé comme un facteur de production neutre. L'accumulation et la plus-value ne font pas partie de son analyse, l'exploitation est à peine mentionnée (à propos de l'esclavage). Le monde souhaité par Piketty n'empêchera absolument pas les entreprises d'exploiter les travailleurs et de détruire la nature, il n'empêchera pas les puissances impérialistes de piller les pays dominés, il n'empêchera pas le capitalisme de provoquer, en raison de son fonctionnement anarchique, des crises récurrentes.

La propriété privée des moyens de production, correctement régulée et limitée dans son étendue, fait partie des éléments de décentralisation et d'organisation institutionnelle permettant aux différentes aspirations et caractéristiques individuelles de s'exprimer et de se développer dans la durée. (p. 692)

De toute évidence le capital de Marx n'est pas le même que celui de Piketty, pour qui la question des inégalités peut se régler indépendamment de la question de l'aliénation et de l'exploitation.

C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct... qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée. (*Le Capital*, III, ch. 47)

L'idéologie remplace la lutte des classes

Alors que Marx concevait les idéologies comme le produit des intérêts de classe, Piketty défend la position idéaliste que l'histoire est une lutte d'idéologies :

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes », écrivaient Friedrich Engels et Karl Marx en 1848 dans le Manifeste du parti communiste. L'affirmation reste pertinente, mais je suis tenté à l'issue de cette enquête de la reformuler de la façon suivante : l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des idéologies et de la quête de la justice. (p. 1191)

Il semble ignorer que les inégalités ne relèvent pas de l'idéologie mais des rapports sociaux. C'est dans un renversement effarant, inverse de celui par lequel Marx remettait la philosophie dialectique « *sur ses pieds* » (*La Sainte famille*), que Piketty remplace la lutte des classes par l'idéologie pour jouer le rôle de moteur de l'histoire.

On aurait bien tort de voir dans ces constructions intellectuelles et politiques un pur voile hypocrite et sans importance permettant aux élites de justifier leur immuable domination. (p. 61)

Il s'oppose ainsi au meilleur de la tradition marxiste, qui conçoit l'idéologie comme un outil visant à légitimer les rapports d'exploitation (voir Franz Jakubowski, *Les Superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, 1935, EDI, 1976). À l'inverse il la conçoit comme un moyen de lutter contre les inégalités et s'il ne nie pas l'existence de « *rapports de force* », il juge qu'ils « *ne sont pas seulement matériels : ils sont aussi et surtout intellectuels et idéologiques* » (p. 20).

Ce n'est donc pas pour lui la lutte des classes ni le développement des forces productives qui agissent sur l'évolution historique mais ce sont les idées, qui « *ne sont rien tant qu'elles n'ont pas conduit à des expérimentations institutionnelles et des démonstrations pratiques dans le feu des événements, des luttes sociales, des insurrections et des crises* » (p. 143). C'est ainsi que les « *conditions... données et héritées du passé* » (Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852) sont remplacées par les idées.

Si *Capital et idéologie* est une mine d'informations d'une grande utilité, s'il est largement supérieur à l'immense majorité de la littérature économique et historique de la bourgeoisie, il n'est pas plus à même que le *Capital au XXI^e siècle* de constituer un outil intellectuel de lutte contre le capitalisme. À l'opposé il se présente comme une tentative de sauvegarde du capitalisme contre la classe capitaliste.

21 août 2020
Leonardo Alex

La lutte de la classe ouvrière de France, de Grèce et de Turquie doit empêcher la guerre en mer Égée



La nouvelle crise capitaliste mondiale a été précipitée en 2020 par la pandémie et porte en elle des conséquences destructrices. Les crises capitalistes apportent avec elles des mesures protectionnistes et la pression militaire. L'influence des États-Unis recule à l'échelle mondiale et au Proche-Orient. Cela permet aux impérialismes russe et chinois de tenter de combler ce vide, à l'impérialisme français de tenter de reprendre pied au Proche-Orient, aux puissances régionales et aux impérialismes de rang inférieur (Israël, Iran, Turquie, Arabie...) de jouer un rôle plus important. Les États-Unis ne peuvent renoncer pacifiquement à leur influence. Les alliances sont instables.

Les capitalistes se partagent le monde et ils le partagent proportionnellement aux capitaux, selon les forces de chacun... Or, les forces changent avec le développement économique et politique. (Lénine, L'Impérialisme, 1916, ch. 5)

Une grande concurrence se fait jour pour piller les ressources énergétiques de la Méditerranée orientale. Cette rivalité peut causer une guerre en Méditerranée orientale et au Proche-Orient. Israël commence à exploiter les gisements de gaz au large de la Palestine, ce qui l'oppose au Liban. La Turquie, qui s'est retrouvée coincée en Syrie et en Libye face à la Russie, se tourne vers la mer Égée pour de nouvelles ressources énergétiques.

Le système capitaliste au stade impérialiste engendre des crises économiques, le militarisme, des guerres. C'est pourquoi on ne peut réduire les tensions entre la Turquie, la Grèce, la République de Chypre et la France à une simple crise diplomatique. Les manoeuvres militaires actuelles sont en fait le signal d'alarme d'une guerre qui vient. La probabilité d'un affrontement militaire de la Turquie avec la France et la Grèce augmente, alors que les trois États sont membres de l'OTAN constituée historiquement sous hégémonie américaine.

Les guerres impérialistes sont absolument inévitables, aussi longtemps qu'existera la propriété des moyens de production. (Lénine, L'Impérialisme, préface de 1920)

Les navires de guerre turcs et français se défient sur la côte libyenne. Erdoğan envoie la marine turque protéger des

navires d'exploration pétrolière et gazière dans les eaux territoriales grecques mais à proximité du rivage turc, tandis que Macron envoie la marine française manoeuvrer avec celle de Mitsotákis, le premier ministre grec, dans la même zone.

Cette rivalité n'est pas celle des travailleurs de Turquie, de Chypre, de Grèce ou de France. Car les travailleurs n'ont aucun intérêt à une guerre. Elle concerne des fractions de la classe bourgeoise mondiale.

La classe ouvrière grecque s'est trouvée condamnée au chômage et à la paupérisation pendant dix années d'une profonde dépression économique. La classe ouvrière turque, quant à elle, peine à respirer sous les effets d'une crise qui dure depuis deux ans et d'une lourde répression de l'État. Avec la guerre, la répression se ferait partout plus dure encore et les travailleurs des deux pays seraient envoyés dans le but de tuer et de se faire tuer afin de protéger les intérêts de « leur » bourgeoisie. La guerre de la bourgeoisie pour s'accaparer les ressources énergétiques équivaldrait pour les travailleurs des deux pays à la pauvreté, à la misère, à la mort et à la destruction. Au moyen du nationalisme et du chauvinisme, les peuples de Turquie et de Grèce sont déclarés ennemis l'un de l'autre.

L'ennemi principal des classes ouvrières de Turquie, de Grèce et de France est leur propre bourgeoisie. Elle les condamne à l'exploitation, à la pauvreté, à la guerre et aux destructions. La seule force en mesure de changer ce destin est la classe ouvrière de ces trois pays. Pour cela, il est obligatoire que les classes ouvrières de Turquie, de Grèce et de France s'organisent à l'échelle internationale sur l'axe « guerre de classe contre la guerre ».

Non à la guerre entre les peuples et à la paix entre les classes !

Guerre de classe contre la guerre ! Ton principal ennemi est ton État bourgeois, retourne ta colère et les armes contre celui-ci !

Vive le drapeau rouge de l'internationalisme contre le nationalisme (au croissant ou à la croix) et le social-patriotisme !

Sortie de la Grèce et de la Turquie de l'OTAN ! Toutes les forces d'occupation (Turquie, Grèce, OTAN), hors de Chypre ! Que vive une Chypre unie !

Remplacement des armées hypertrophiées par l'armement du peuple ! Gouvernement des travailleurs à Athènes, à Ankara et à Paris ! Fédération socialiste de la Méditerranée !

7 septembre 2020

Groupe marxiste internationaliste/France

Patronsuz Dünya/Turquie